Vol 18 # 11 • Du 11 au 17 Septembre 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UNE NOUVELLE GIFLE, LA VISITE DE BLINKEN EN HAÏTI



Voir page 4

Le Secrétaire d'État Américain Antony Blinken a rencontré et salué son homologue Haïtien, Mme Dominique Dupuy sur le Tarmac de l'Aéroport de Maïs Gâté (Ayibopost)

COMPAREZ LA VISITE DE BLINKEN EN HAÏTI ET CELLE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE !



Voir page 3

Conférence de presse commune du secrétaire d'État américain Antony Blinken et du président dominicain Luis Abinader



HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Quelle humiliation pour la classe politique et les élites haïtiennes ?

Par Berthony Dupont

En politique, rien ne se fait par hasard. Si le Palais national au Champ de Mars à Port-au-Prince qui s'est effondré lors du séisme du 12 janvier 2010 n'a jamais été reconstruit, et qu'aucune mobilisation n'a eu lieu à cet effet, et que l'argent pour sa reconstruction est parti en fumée, il y a bien une raison fondamentale à cela.

D'une portée extraordinaire, le Palais national est le symbole de la présidence haïtienne, c'est-à-dire du Pouvoir exécutif. Résidence officielle et bureau du Président de la République, il représente par excellence le lieu de travail et d'accueil de tous les chefs d'État haïtiens depuis son existence à Port-au-Prince en 1881.

Depuis l'avènement du Conseil Présidentiel de Transition et son installation en catimini au Palais national pour fuir immédiatement après à la Villa d'Accueil à Musseau sous le fallacieux prétexte de s'installer provisoirement, rien n'a été fait pour un retour définitif dans le centre historique de la capitale. Ce temporaire s'est transformé en quelque chose de permanent puisqu'aucune démarche n'a été entreprise en vue de la reconstruction du palais ou de sa restauration et ce pour le rendre accessible et fonctionnel. En quelque sorte restaurer le prestige de la fonction du chef de l'État. Une telle attitude n'est pas non plus le fruit du hasard.

Vu la situation politique d'Haïti, tout est bien pensé et calculé selon les ordres précis d'une ou plusieurs représentations diplomatiques à Port-au-Prince exécutant avec minutie leur plan macabre. Dans ce contexte, n'est-il pas important de rappeler la réflexion en 2014 de Lucien Jura, alors porte-parole du Président Michel Martelly. Il déclarait que dans le cadre des projets de reconstruction des bâtiments publics du pays *« le Palais national n'est pas une priorité. »* Pour ajouter ensuite « *c'est un choix du chef de l'État* ». Ainsi les dés étaient jetés et à ce jour, ce symbole du pouvoir haïtien n'est toujours pas la priorité des dirigeants. Cela illustre bien que depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse, la présidence n'existe plus. Et on pourra continuer à parler du Conseil Présidentiel de Transition, cela ne changera rien. On a mis la présidence au second plan afin de mettre en évidence la Primature comme l'avait suggéré Pamela White l'ancienne ambassadrice américaine en Haïti.

Aujourd'hui, la survie du système capitaliste et impérialiste occidental en Haïti, se fait au prix de la destruction des administrations publiques et des institutions de l'Etat. A l'heure où le pays sombre dans de lugubres situations d'ingérence charriant des conséquences économiques, politiques et sociales désastreuses, le Conseil Présidentiel de Transition imposé par les Etats-Unis ne fait pour sa part qu'accélérer davantage un délabrement encore plus marqué de la société haïtienne. En fait, il est le fossoyeur même de l'Etat haïtien.

La complicité d'allégeance ou de soumission de ces néo-colonisés jusqu'à la moelle mérite d'être soulignée. C'est l'ambassadeur américain à Port-au-Prince qui a le droit inaliénable de diriger le pays. C'est lui qui décide de tout. Comme on l'a vu la semaine dernière avec la visite du chef de la diplomatie américaine en Haïti. En effet, le plus incroyable, invraisemblable même s'est produit le jeudi 5 septembre dernier à Port-au-Prince.

Mais il n'y a pas lieu de s'en étonner, quand le Secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, visita Haïti et ne s'est rendu à aucun bureau ni aucun lieu symbolisant la souveraineté haïtienne et l'indépendance de la République d'Haïti. N'est-ce pas un scandale ? Au contraire, c'est le « visiteur » qui recevait en Commandeur au bureau de son Ambassade à Tabarre les dirigeants politiques et économiques haïtiens. Quelle humiliation pour eux ! Dans ce cas, nous comprenons les raisons pour lesquelles, il n'y a aucune perspective, aucun intérêt pour la classe dirigeante d'Haïti de reconstruire le Palais national.

A quoi bon, en effet, d'avoir un Palais national quand l'Ambassade américaine en Haïti symbolise le Pouvoir exécutif haïtien et que toutes les décisions politiques viennent ou passent par elle ? Jusqu'où les dirigeants de la classe politique et les élites haïtiennes en général iront-ils dans cet aplatissement, cet avilissement ? Pourquoi, le soi-disant Président du Conseil Présidentiel, Edgard Leblanc Fils s'était-il senti obligé de se rendre à l'Ambassade ? Pour se rapporter sans doute au ministre des Affaires Etrangères américain Anthony Blinken ? Même constat pour le Premier ministre Garry Conille. Le monde entier s'interroge sur ces dirigeants ignorant leur glorieuse histoire et le prestigieux passé de leur pays. Que peut-on dire des leaders autoproclamés de la classe politique traditionnelle ? Sinon qu'ils sont dans la continuité.

Ils se sont transportés sur les lieux comme du bétail pour s'exposer à la vue du propriétaire sinon comme des esclaves pour saluer le maître et lui faire un rapport sur la situation actuelle de la colonie. Ils ont confirmé, ce que l'on sait depuis des décennies à savoir, l'Ambassade américaine piétine allègrement les droits des peuples à se disposer d'eux-mêmes. Jusqu'où ira la dérive de cette classe politique, l'aile gauche et l'aile droite confondues qui sont allées s'aplatir aux pieds des puissances impérialistes, humiliant ainsi le pays ?

Face à ce jeu macabre de l'impérialisme où nos dirigeants contribuent non seulement en tant que spectateurs affligés mais aussi en servant de pions que l'Ambassade déplace en fonction de son intérêt, le peuple doit réagir pour défendre sa dignité et sa souveraineté. C'est une réalité regrettable que le peuple ne doit pas ignorer, dans la mesure où les solutions à nos problèmes ne viendront jamais de l'impérialisme américain ni de cette classe politique pourrie qui ne sont là que pour légitimer le pillage de nos ressources par les grandes multinationales.

Organisons-nous travailleurs haïtiens pour combattre cette classe dirigeante opportuniste, antinationale aussi bien que l'impérialisme avec sa politique cynique et violente qui est l'antithèse d'une Haïti éclairée, prospère, libre, démocratique et souveraine.

Comparez la visite de Blinken en Haïti et celle en République dominicaine !



Le Conseiller présidentiel Edgar Leblanc et Antony Blinken à la résidence de l'ambassadeur américain Dennis Bruce Hankins



Le Premier Ministre Garry Conille et Anthony Blinken devant les marches de la résidence de l'ambassadeur américain en Haïti

Par Thomas Péralte

Jeudi 5 septembre 2024, le secrétaire d'état américain Anthony Blinken est entré en Haïti où il a passé 5 heures. Durant ce temps, il a profité pour rencontrer Edgard Leblanc du Conseil présidentiel de Transition aussi bien que le Premier Ministre Conille et certains partis politiques, notamment ceux qui font partie du conseil présidentiel, à l'exception du dirigeant du parti En Avant, l'ancien député Jerry Tardieu qui semble t-il serait l'heureux candidat de l'impérialisme américain aux prochaines élections qu'il compte organiser l'année prochaine 2025 par le truchement de leur CPT.

Comme nous l'avons signalé la semaine dernière, effectivement il n'a pas rencontré les deux soi-disant chefs du pouvoir exécutif haïtien en une réunion commune mais bien séparément et qui pis est au même endroit à l'ambassade des Etats-Unis.

C'est à l'aéroport Toussaint Louverture, au moment qu'il s'apprêtait à laisser le pays pour la république voisine qu'il a fait une conférence de presse lui-même sans être accompagné d'aucun des deux dirigeants de l'exécutif haïtien. Il n'a pas osé dire à Port-au-Prince ce qu'il allait faire à Santo Domingo mais de l'autre coté, il a tout parlé d'Haïti, n'est-ce pas une illustration qu'Haïti n'est plus un pays souverain pour ce fils de l'empire américain.

Cela indique que le ministre des Affaires étrangères américain considère ces individus qu'ils ont imposé au pouvoir en Haïti comme des fantoches, des laquais, voilà pourquoi il n'a manifesté aucun brin de respect envers eux et cela ne semble pas les concerner. Edgar Leblanc pour sa part s'est tellement réjoui qu'il a été convoqué à l'ambassade qu'à son retour à la Villa d'accueil, il a donné sa propre conférence de presse pour exprimer sa joie, son contentement tout en citant pour les journalistes ce que son patron lui a dit.

Pourtant à l'autre aile de l'ile, on pouvait voir un autre secrétaire d'État américain avec le dirigeant de la République dominicaine. Ce n'est pas à l'ambassade des Etats-Unis que le président Abinader a rencontré Blinken, non ce dernier a été accueilli au Palais présidentiel et ont donné une conférence de presse commune.

Une grande partie de cette conférence a eu pour sujet la crise haïtienne comme quoi Blinken et Abinader sont tous deux préoccupés par la crise haïtienne. Certes, ils utilisent cette crise pour humilier davantage Haïti, Abinader n'a-t-il pas déclaré que « La crise haïtienne a provoqué une augmentation du nombre de migrants essayant d'entrer en République dominicaine », tout en ajoutant « qu'ils submergent les écoles et les hôpitaux ».

Blinken et Abinader ont tous deux manifestés leur hypocrisie à l'égard d'Haïti quand ils prétendaient « qu'ils faisaient pression pour normaliser les relations entre la République dominicaine et Haïti » « Nous avons tout intérêt à essayer d'aider Haïti à réussir », a pour sa part déclaré Blinken, non pas à aider mais à essayer d'aider…

Il a noté ensuite que la République dominicaine possède la plus grande économie des Caraïbes et l'une des plus dynamiques d'Amérique latine. Pour stimuler cette croissance, Blinken a annoncé la première phase d'un investissement de 3 millions de dollars dans la chaîne d'approvisionnement via l'USAID pour améliorer la formation de la main-d'œuvre et construire des parcs industriels dans le pays des Caraïbes.

Ce n'est pas sans raison que la République Dominicaine avance économiquement, elle a la liberté de développer des relations avec la Grande Chine populaire, la Russie vient d'annoncer qu'elle construira sous peu une ambassade à Santo Domingo. Cependant Haïti est-elle condamnée éternellement à faire affaire avec Taiwan, dans la mesure où les puissances dominantes particulièrement les Etats-Unis ne lui laissent pas le choix d'être libre, et les dirigeants haïtiens répètent bien souvent que les américains ne veulent pas qu'ils fassent ceci ou cela. Un jour viendra où le peuple réagira révolutionnairement car la liberté ne se donne pas, on la prend !

Blinken a passé la nuit du 5 chez Abinader, sans doute pour le remercier du vol de l'avion vénézuélien avant qu'il retourne chez lui, aux Etats-Unis le vendredi 6 septembre 2024.



Edgar Leblanc et Antony Blinken



Abinader reçoit Blinken au Palais national de la République Dominicaine



Poignée de mains entre Blinken et Abinader



Conférence de presse du secrétaire d'État américain Antony Blinken et du président dominicain Luis Abinader

Une nouvelle gifle, la visite de Blinken en Haïti



L'ambassadeur américain en Haïti Dennis Bruce Hankins et le secrétaire d'État Américain Anthony Blinken



Conférence de presse de Blinken en Haïti

Par Henriot Dorcent

La visite du secrétaire d'État Américain Anthony Blinken en Hayti ne surprend personne, car ne dit-on pas que le criminel revient toujours sur les lieux du crime?

En effet, comme un proconsul, Antony Blinken annonçait une aide humanitaire de 45 misérables millions de dollars à Haïti et a passé des ordres à ses restavèk du Conseil présidentiel de la transition et à son Premier ministre Garry Conille qui espérait que son chef allait dissoudre le CPT pour lui donner les coudées franches de séparer le gâteau à sa guise. Antony Blinken a eu l'audace de remercier le président, les militaires et policiers du Kenya qui ont aidé à l'amélioration du climat sécuritaire en Haïti et qui ont permis la réouverture de l'Aéroport et la reprise des vols commerciaux sur Port-au-Prince. Peut être qu'Anthony Blinken ne sait pas que le trafic automobile est toujours interdit de Martissant à Gressier, de Cannaan à Cabaret, et que les populations déplacées de la zone métropolitaine ne peuvent toujours pas retourner à leurs maisons; même le ministre de l'Intérieur ne peut pas siéger au local du ministère à la rue de la Réunion. Pas de quoi pour remercier le président du Kenya et ses militaires et policiers, la situation devient pire, les groupes armés non étatiques ne se sentent nullement inquiétés, et se présentent en « Live » sur TIK TOK avec leurs milliers d'abonnés presque chaque jour tandis que les militaires Américains ramassent de la boue dans une des rivières des Pédernales sur la frontière avec la Dominicanie à la recherche de minerais (terres rares).

Le Proconsul était venu passer des ordres à ses subordonnés : la formation d'un conseil électoral, l'organisation d'un referendum sur la nouvelle constitution et l'organisation des élections, peu importe le climat sécuritaire.

Nous disons non à toute réforme de la constitution, au contraire nous exigeons l'application de la constitution de 1987. Nous nous opposons à tout referendum bidon sur la question constitutionnelle, nous nous opposons à toute élection sous occupation, notre lutte est pour la libération du pays de la domination impérialiste des USA et de la France. Il est criminel et raciste de concevoir des élections dans les conditions où se trouve Haïti actuellement; des élections dans ces conditions pour renforcer la mainmise étrangère sur Haïti et la domination impérialiste. Les masses populaires des villes et bidonvilles sont appauvries, les petits paysans ruinés, la jeunesse désorientée n'aspirant qu'à quitter le pays par la première opportunité.

Le Secrétaire d'État Américain Antony Blinken a rencontré et salué son homologue Haïtiens, Mme Dominique Dupuy sur le Tarmac de l'Aéroport de Mais Gâté seulement; il rencontre son Premier ministre Gary Conille et le président de son Conseil Présidentiel Edgard Leblanc à la résidence officielle de l'ambassadeur Américain en Haïti, puis il a convoqué le chef de la police nationale sur la base de la force multinationale d'appui à la sécurité en Haïti, enfin il a invité ses restavèk des secteurs politiques ayant des représentants au Conseil présidentiel à l'ambassade Américaine à Tabarre. Puis, il s'est rendu en Dominicanie pour y passer le reste de la journée, où il a fait mention du renouvellement de la loi HOPE/HELP alors que le parc industriel ne fonctionne presque plus du fait de l'insécurité affectant la zone métropolitaine.

Quelle indignation! L'État en Haïti n'a pas de local approprié pour recevoir un Secrétaire d'État américain durant sa visite de 5 heures de temps, l'équivalent d'un ministre des Affaires étrangères. Les Hauts fonctionnaires non-élus de l'État y étaient pour seulement présenter leurs dossiers personnels et non les dossiers brulants de l'insécurité qui ravage la zone métropolitaine et le département de l'Artibonite, ou la crise humanitaire que traverse le pays avec l'appauvrissement des masses populaires, le chômage chronique, la non-existence des services sociaux de base etc…etc. Quelques semaines auparavant, on avait assisté à un spectacle macabre d'indignité lorsque les responsables Taiwanais avaient remis 400 gilets pare-balle imprimés avec le drapeau Taiwanais au Premier ministre Gary Conille et au directeur général de la PNH Rameau Normil.

Les Haïtiens vivant à l'étranger peuvent contribuer mieux quand des autorités légitimes en ont fait la demande; les Haïtiens vivant à l'étranger n'avaient-ils pas offert un véhicule privé blindé au commissaire du gouvernement de Miragoâne?

Les autorités Haïtiennes savent qu'elles ne jouissent d'aucune légitimité qu'elles n'oseraient même pas soulever la relance de certains accords économiques passés autrefois entre les deux plus anciens États du continent particulièrement la réactivation du Système généralisé de préférences (SGP) établi par le Trade Act of 1974 dont Haïti était bénéficiaire pour faciliter l'importation des produits Haïtiens sans payer les tarifs.

A ce tournant de notre histoire, si nous ne sommes pas indignés par ces avilissements, c'est que nous ne sommes pas des hommes; et si nous sommes indignés mais que nous nous ne révoltons pas, c'est que nous ne sommes pas des hommes. Alors il est temps de créer l'homme Haïtien nouveau à travers une révolution socialiste pour réformer notre caractère, rétablir notre dignité et notre patriotisme et rompre à jamais la domination impérialiste des États-Unis et de la France et établir des liens diplomatiques avec les pays du BRICS et les pays du sud global pour une saine coopération et un développement économique social durable.

Progressistes Haïtiens, unissons-nous pour une lutte de libération nationale d'Haïti.

Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!

L'État haïtien utilise à la fois la répression militaire et économique contre les masses pauvres et rebelles d'Haïti



Des soldats des Forces armées d'Haïti (FAdH) lors d'une récente formation. Ils sont aujourd'hui un peu moins de 2 000, mais ce nombre pourrait bientôt doubler ou tripler. Photo : Wikimedia Commons

Par Henriot Dorcent et Kim Ives

L'État haïtien réprime les masses haïtiennes en important des troupes d'occupation militaires étrangères, appelées Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS), pour renforcer la Police nationale haïtienne (PNH), la force de contre-insurrection traditionnelle déployée par les classes dirigeantes internationales et locales.

L'État cherche également à renforcer les Forces armées d'Haïti (FAdH), qui ont historiquement été le principal marteau des classes dirigeantes pour maintenir les masses à terre. Bien que dissoutes en 1995, la force a été relancée en 2017.

Mais le gouvernement fantoche du Premier ministre de facto Garry Conille et le Conseil présidentiel de transition (CPT) composé de neuf membres utilisent également ce que l'on pourrait appeler la répression économique ou financière.



Une commerçante haïtienne montre ses marchandises. Malgré un taux de change gourde/dollar stable, les prix des denrées alimentaires en Haïti ont grimpé en flèche, ce qui se traduit par une forme de répression économique contre la population. Photo : PAM

La MSS ne se porte pas bien. Elle est en proie à un moral bas et à des pénuries et des retards dans la livraison de matériel et de munitions ainsi que dans le déploiement des forces. Bénies par le Conseil de sécurité de l'ONU (avec l'abstention de la Russie et de la Chine) le 2 octobre 2023, ses 200 premiers soldats kényans n'ont pu être déployés en Haïti que le 25 juin 2024. 200 autres Kényans sont arrivés le 16 juillet, trois semaines plus tard, portant l'effectif actuel de la MSS à seulement 400 Kényans, qui ont passé la majeure partie de leur temps dans leur base construite par les États-Unis. La MSS est censée être composée de 2 500 soldats de 10 nations.

Le principal problème est l'argent. « Alors que les États-Unis ont contribué à hauteur de 369 millions de dollars en argent, en équipement et en services, le fonds de l'ONU [pour la MSS] ne dispose que d'environ 68 millions de dollars, ce qui laisse plus de 150 millions de dollars de moins que les 589 millions de dollars estimés nécessaires aux opérations de la première année », rapporte Reuters.

Pour couronner le tout, les 400 Kenyans déployés sont découragés par des tactiques de leurre et d'échange de salaires. *« Pour ceux qui sont déjà en Haïti, l'incertitude autour de la rémunération pèse sur le moral »*, explique Reuters. « *On a dit aux officiers au Kenya qu'ils recevraient des primes mensuelles d'environ 1 500 dollars, soit plusieurs fois leur salaire habituel, ont déclaré deux officiers, ajoutant qu'ils n'avaient jamais signé de contrat et qu'on ne leur avait pas dit quand ils seraient payés… [Le 2 septembre], certains officiers avaient reçu [des primes] tandis que d'autres non, ont déclaré trois officiers. Mais ils ont dit qu'on ne leur avait donné aucune explication sur la façon dont leur salaire était calculé, certains ne recevant qu'environ 750 dollars.* »

« C'est très démoralisant », a déclaré un officier supérieur à Reuters. Les soldats de base étaient déjà mécontents de leur salaire bien inférieur, a rapporté *Haïti Liberté* en juillet.

En attendant, les policiers de la PNH sont toujours envoyés sur le terrain avec très peu de munitions, selon une source fiable. Depuis l'année dernière, six millions de cartouches de 9 mm, 762 et 556 destinées à Haïti sont stockées sur des palettes dans le hangar d'AmeriJet à Miami, en raison de la corruption et de l'incompétence de la bureaucratie de la PNH et de celle du Bureau des stupéfiants et de l'application de la loi (INL) de l'ambassade des États-Unis.

Face à ces problèmes au sein de la MSS et de la PNH, le gouvernement Conille entend renforcer les FAdH. Selon le site Internet du ministère de la Défense nationale, quelque 4 981 personnes se sont inscrites pour passer les « examens intellectuels » le 1er septembre afin de devenir soldats dans cette force qui ne compte aujourd'hui que 1 500 à 2 000 hommes.

« Des milliers de jeunes Haïtiens sautent sur l'occasion de devenir soldats, car la violence généralisée des gangs crée une opportunité d'emploi rare dans un pays profondément appauvri où le travail est rare », a rapporté l'Associated Press cette semaine.

Ironiquement, la nécessité de la répression militaire est alimentée par le budget d'austérité que vient de dévoiler le gouvernement haïtien, expression de la répression économique.

Selon l'économiste Simone Wapler, la répression financière est « un arsenal de mesures qui permettent aux États de réduire le coût de leurs dettes en manipulant les marchés et leurs citoyens ». En Haïti, l'État antinational a pris toute une série de mesures économiques pour maintenir les masses prolétariennes dans des conditions de vie proches de l'esclavage.

Ces mesures comprennent : la fixation de taux d'intérêt proches de zéro pour prêter de l'argent aux banquiers, aux financiers et à d'autres groupes du secteur des affaires ; le paiement des transferts de fonds des Haïtiens vivant à l'étranger dans la monnaie locale, la gourde ; l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ; et la promotion de l'augmentation des prix des produits de première nécessité.

En effet, selon le dernier rapport de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Information (IHSI) de juillet 2024, l'indice général des prix à la consommation (IPC) a maintenu sa progression inflationniste de 317,9 en juillet 2023 à 413,3 en juillet 2024, soit une augmentation annuelle de 30%.

Aucun investissement public pour améliorer les conditions de vie des masses démunies d'Haïti n'est prévu dans le budget « rectifié » 2023-2024 publié la semaine dernière dans Le Moniteur. Il ne contient que les mêmes vieilles astuces qui favorisent la corruption, les dépassements de coûts et le détournement de fonds publics à travers des programmes bidons qui ne relanceront pas l'économie nationale en augmentant les recettes fiscales de l'État ou la production nationale. La construction de nouveaux systèmes d'irrigation aurait dû être la priorité, car de tels travaux à forte intensité de main-d'œuvre créent des avantages économiques comme l'augmentation des recettes fiscales tout en facilitant la relance de la production alimentaire nationale, ce qui permettrait de répondre à la grave crise d'insécurité alimentaire à laquelle sont confrontés près d'un demi-million d'Haïtiens.

Au lieu de cela, l'État haïtien a choisi de distribuer de l'argent liquide au hasard à des catégories de personnes choisies au hasard.

Sur quels critères l'État haïtien va-t-il choisir les bénéficiaires du transfert monétaire à plus de 25 000 ménages dans les dix départements géographiques d'Haïti, soit 2 500 ménages en moyenne par département ? Sur quels critères le gouvernement va-t-il choisir les 35 000 employés des usines d'assemblage pour un soutien financier ? Sur quels critères va-t-il accorder une subvention ciblée à 25 000 opérateurs de transport public ? Comment va-t-il procéder pour donner de l'argent à plus de 280 000 parents d'élèves des écoles nationales dans sept départements géographiques d'Haïti, soit 40 000 parents en moyenne par département ?



La police kenyane accueillie en Haïti par le Premier ministre de facto Garry Conille. Ils sont arrivés près de neuf mois après que le Conseil de sécurité de l'ONU ait béni leur mission, préságeant des retards et des pénuries qu'ils continuent de connaître. Photo : AFP

Sur la base de quels critères et comment le trésor public va-t-il distribuer 61 230 « paniers solidaires » aux ménages vulnérables à travers le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural, en plus d'installer 400 « restaurants communautaires » à travers le pays ?

Les dons du programme Food Shock Window (FSW) du Fonds monétaire international (FMI) seront gaspillés comme les millions de dollars pour la reconstruction après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et les fonds de développement empruntés aux ventes de pétrole dans le cadre du programme PetroCaribe. L'appauvrissement des masses va s'accroître sans un programme gouvernemental révolutionnaire de développement économique et social réel qui transformerait le système économique actuel en une économie socialiste, basée sur la formule : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Le taux d'inflation annuel de 30 % constitue un crime contre les masses haïtiennes, une forme de répression économique, doublée d'une répression fiscale où les masses paient plus d'impôts que les couches les plus privilégiées de la société haïtienne, où le secteur privé bénéficie de tous les avantages fiscaux et commerciaux en plus de sa pratique de l'évasion fiscale (contrebande) et de la corruption (surfacturation), tandis que l'Église catholique est subventionnée par l'État.

Les prix des produits alimentaires et des boissons non

suite à la page(16)

Miragwàn: Manifestasyon pou sipote komisè Miskaden !



Manifestasyon popilasyon Nip la kont Pyè Esperans ki bezwen fè revoke komisè Miskaden



Komisè Jan Ernès Miskaden

Madi 10 septanm 2024 la, sitwayen nan Depatman Nip yo te pran lari ankò nonsèlman pou sipòte komisè Miskaden men pou denonse tou Pyè Esperans, direktè antrepriz k ap detwi dwamoun nan peyi a.

Objekttif manif sa a, se pou te voye yon pinga bay Premye minis la Garry Conille ak minis lajistis la Carlos Hercule sou rimè revokasyon komisè a. Se pa etonan, paske an Ayiti se konsa bagay yo fèt, se sou manti, jistis fèt. Anpil moun pran prizon sou yon mansonj e se travay sa a, yon endividi sanfwanilwa tankou Pyè Esperans ap fè pou l viv.

Lè l mande revokasyon komisè a, li pral fè manti tou, envante tout kalte bagay pou atake l, paske l ap trake gang kriminèl yon nan Miragwàn. Bagay sa a deranje Esperans, li lakòz biznis kidnapin li pake mache kòmsadwa, sepoutètsa, li fin wè mò, fò k li fè revoke komisè a pou kidnapin lan anvayi toupatou nan peyi a.

Enben, pèp Miragwàn lan di bagay sa pap pase! Se yon latri-ye moun ki te manifeste kòlè yo, pou yo di komisè a pap fè « yon pa kita yon pa nago ». Okontrè popilasyon an menm envite Pyè Esperans pou l ta vin nan Nip ak lèt revokasyon komisè a. Yo di l tou, li pa bezwen pè, y ap byen resevwa l.

Jamayik pral voye solda pou ranfòse misyon sekirite entènasyonal la an Ayiti



Andrew Holness

Premye Minis Jamayiken an, Andrew Holness, anonse jounen madi 10 septanm 2024 la, gouvènman li an pral deplwaye yon premye kontenjan 20 sòlda militè ak 4 ofisye lapolis an Ayiti pou sipòte misyon sekirite entènasyonal la.

Holness fè konnen premye gwoup la ap deplwaye an Ayiti jedi, li pral ede devlope estrikti kòmandman an pou preparasyon pou plis deplwaman solda.

Yon gwo ofisye defans Jamayiken, Antonette Wemyss-Gorman deklare limenm : kontenjan an pral mete lòd Kevron Henry, yon ofisye lame ki pral sèvi kòm kòmandan adjwen ofisye Kenya a Godfrey Otunge. *« Sa a se yon kòmansman pou sa nou gen entansyon fè »* Holness kontinye pou l di. *« Nou vle yon operasyon ki gen anpil siksè. Operasyon an pa dwe echwe akòz mank planifikasyon»*

Se tout dirijan tyoul enperyalis meriken yo tankou Abinader k ap pwofite pran piyay pou avili Ayiti, jan yo kapab.

Antony Blinken, militant de l'arriération politique !



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken marche avec le commandant de la mission multinationale de soutien à la sécurité, Godfrey Otunge, et le directeur général de la police nationale haïtienne, Rameau Normal (à gauche), à la base MSS de Port-au-Prince, en Haïti, le 5 septembre 2024. (AFP)

Par Lilliam Oviedo

L'activisme de Luis Abinader contre le Venezuela ne se limite pas à des déclarations, il se manifeste par des actions concrètes visant à renforcer l'engagement du gouvernement envers l'arriération politique en général et en particulier envers l'application de la politique impérialiste envers l'Amérique latine.

Le 6 septembre 2024 doit être enregistré comme le jour où le secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, a visité la République dominicaine, mais plus que cela, comme la date à laquelle Luis Abinader a reconnu devant le monde qu'il s'est engagé à promouvoir, avec les agences américaines et l'Organisation des États américains (son nom est mentionné spécifiquement, bien qu'il puisse être inclus dans la liste des agences yankees) la déstabilisation du Venezuela.

Blinken est apparu en Haïti comme porteur de fonds pour le paiement des agents de la soi-disant mission de stabilisation, dirigée en termes formels par le gouvernement kenyan, et en République dominicaine, il a souligné le leadership de Luis Abinader.

Le statut de leader s'acquiert-il en utilisant les forums internationaux pour demander l'occupation d'un pays voisin ? Ce statut est-il acquis, peut-être, en calculant les coûts de l'immigration haïtienne en fonction de l'occupation des salles de classe par des enfants haïtiens et de la naissance de femmes haïtiennes dans les conditions dans lesquelles accouchent les pauvres dominicaines ? Entre la définition d'un leader et celle d'un laquais qui, en raison de son attitude classiste, ne reconnaît que les privilégiés comme des êtres humains, la différence est énorme.

En tant que président de la République, en tant qu'ancien président et dans n'importe quelle condition, Luis Abinader est et sera un politicien vendu et un homme riche protégé par le pouvoir impérialiste dans la mesure où il est disposé à le servir et peut rendre sa collaboration efficace. Dans cette mesure, son engagement envers l'utilisation de ressources impures et son statut d'utilisateur de paradis fiscaux seront ignorés par les faucons. Le gouvernement de Danilo Medina a rejoint le chœur du pouvoir hégémonique dans la politique envers le Venezuela. Dans la situation actuelle, l'exigence est plus grande. C'est le modèle que suit Luis Abinader.

La secrétaire à l'Énergie des États-Unis, Jennifer Granholm, une personne liée à plusieurs sociétés internationales, a récemment visité la République dominicaine. Il en va de même pour Samantha Power, administratrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Les deux visites ont été mentionnées par Blinken lors de la conférence de presse qu'il a tenue avec Abinader.

Ils n'ont pas mentionné ce qui a été discuté concernant les terres rares du pays, dont le contenu en minéraux à valeur stratégique est bien connu du Commandement Sud. Ils n'ont pas non plus mentionné l'intention de poursuivre la tâche de transformer la tolérance de la reddition en bon sens, de déguiser le pillage en collaboration et de qualifier d'évolution culturelle l'aliénation promue par l'USAID. Et il faut mentionner la vision de Martí sur ce qui est vu et ce qui ne l'est pas, ce dernier étant toujours beaucoup plus important lorsqu'il s'agit de questions politiques.

La réponse à la gestion de Blinken, depuis les secteurs conscients, est d'insister sur la nécessité de considérer la migration comme un phénomène social et non comme une question de sécurité nationale.

Ce n'est pas un exercice de souveraineté que de favoriser la surexploitation des migrants haïtiens et de violer leurs droits de manière flagrante, abusive et grossière. Abinader dirige les abus tandis que le pouvoir hégémonique est autorisé à disposer de ce qu'il considère comme favorable à ses intérêts, portant ainsi atteinte au patrimoine national et régional.

L'engagement envers le retard politique est un élément qui définit le gouvernement actuel de la République dominicaine comme illégitime.

Avec la visite de Blinken, la servilité de Luis Abinader et de son équipe est devenue une fois de plus évidente et, plus important encore, l'illégitimité d'un exercice du pouvoir abusif, autoritaire, classiste et essentiellement pillard et criminel est devenue encore plus évidente.

Résumé latino-américain 6 septembre 2024

Les policiers kenyans ne peuvent garantir la domination américaine d'Haïti

Par G. Dunkel

La mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) en Haïti, approuvée par les Nations Unies, financée en grande partie par les États-Unis et dirigée par des policiers kenyans, a commencé à arriver à Port-au-Prince à la fin du mois de juin. C'est la dernière étape de la longue histoire de manœuvres et de complots que les États-Unis ont utilisés pour maintenir leur emprise néocoloniale sur Haïti et accentuer l'exploitation et l'esclavage économique de son peuple.

La résistance obstinée et inspirante du peuple haïtien à la domination américaine a été un facteur majeur dans les changements tactiques que les États-Unis ont dû opérer.

Jean-Jacques Dessalines a déclaré l'indépendance d'Haïti le 1er janvier 1804. Les États-Unis, où l'esclavage était légal avant la guerre civile et extrêmement rentable, ont ignoré ce changement de statut d'Haïti pendant 58 ans jusqu'en 1862.

Les Marines américains en Haïti, vol d'or

Au début du 20e siècle, les États-Unis ont justifié l'envoi de Marines en Haïti pour « rétablir l'ordre là-bas et maintenir la stabilité politique et économique dans les Caraïbes ». Au cours de cette occupation, qui a duré de 1915 à 1934 et a commencé avec les Marines américains volant les réserves d'or d'Haïti, les États-Unis ont fait élire le président pro-américain Philippe Sudre Dartiguenave.

Après quelques manœuvres et turbulences et avec un soutien majeur des États-Unis, François « Papa Doc » Duvalier a pris le pouvoir en 1957 ; Son fils Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier lui succéda en 1971. Il resta en poste jusqu'en 1986, date à laquelle des manifestations populaires, appelées en créole « dechoukaj », poussèrent l'armée de l'air américaine à l'envoyer dans le sud de la France avec sa Mercedes, qui le conduisit dans l'avion.

Diverses rumeurs circulent sur la façon dont il aurait emporté avec lui les millions de dollars qu'il avait volés aux fonds publics d'Haïti. Des responsables américains ont déclaré qu'il « détenait entre 200 et 500 millions de dollars sur des comptes bancaires étrangers » (tinyurl.com/4ezb86s4). D'autres rumeurs disaient qu'il avait emporté des mallettes pleines d'argent liquide ou des milliards de dollars en or. En 2007, le gouvernement suisse a déclaré que « Baby Doc » Duvalier avait 6,3 millions de dollars sur un compte gelé. (tinyurl.com/3mcfufkt)

Le régime militaire, généralement soutenu par les États-Unis, a été entrecoupé d'élections qui ont porté Jean-Bertrand Aristide à la présidence après la chute de Duvalier. Aristide, une force progressiste de la politique haïtienne, a été combattu par les États-Unis tandis que les gouvernements militaires mis en place par les coups d'État ont, bien sûr, reçu le soutien des États-Unis.



Panneau créole porté lors d'une manifestation : « Les banques ne sont pas innocentes dans notre misère. »

Intervention de l'ONU

Les troubles des années post-Duvalier ont permis aux États-Unis de manœuvrer pour obtenir de l'ONU la mise en place d'une mission de « maintien de la paix » appelée MINUSTAH, des initiales françaises de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. De septembre 1993 à juin 1996, puis à nouveau en avril 2004, la MINUSTAH a dépensé environ 7 milliards de dollars selon les estimations de l'ONU, presque entièrement pour le coût des policiers et des soldats que l'ONU soutenait.

La MINUSTAH était généralement détestée par les Haïtiens, car elle ne répondait pas aux besoins en matière de soins de santé, d'éducation, de développement économique et d'infrastructures.

Le groupe central des impérialistes

Jovenel Moïse, devenu président en 2017, n'a pas pris la peine d'organiser des élections. Il a conservé le soutien du groupe central – les États-Unis et leurs alliés impérialistes comme le Canada et la France.

Le groupe central aime prétendre que les « élections » (en réalité des « élections ») résoudront les problèmes d'Haïti. Haïti n'a actuellement aucun responsable élu. Après avoir accepté l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse il y a trois ans, les États-Unis ont ensuite imposé Ariel Henry comme premier ministre de facto et président par intérim.

Les conditions de vie sous Henry sont devenues si misérables – violence, manque d'écoles, de soins de santé, de nourriture, d'emplois, d'abris – qu'un grand nombre de personnes ont été contraintes à des actes désespérés, voire criminels, juste pour survivre. Au lieu de dépenser des milliards de dollars pour assurer la « sécurité », la communauté internationale aurait dû fournir l'infrastructure nécessaire pour répondre aux besoins de la population.

C'est Henry qui a fourni l'excuse au Kenya pour envoyer ses flics à la tête du MSS. C'est une coalition de groupes paramilitaires qui a exigé et obtenu sa démission.

L'impérialisme américain a assez rapidement mis en place un « Conseil présidentiel » qui fait office de président et a choisi Gary Conille comme premier ministre. De mèche avec l'oligarchie haïtienne, il travaille actuellement à la mise en place d'un Conseil électoral provisoire (CEP) avec les mêmes acteurs et secteurs du paysage politique haïtien qu'il utilise depuis des décennies.

« L'occasion d'une deuxième révolution sociale »

Comme l'a souligné Berthony Dupont dans Haïti-Liberté le 24 juillet : « S'il y a jamais eu une chance pour une deuxième révolution sociale en Haïti, c'est maintenant. Il n'y a pas un seul dirigeant haïtien légitime et élu que les impérialistes puissent prétendre défendre. Les impérialismes nord-américain et européen sont en train de s'effondrer. Biden, Trudeau et Macron ont tous des taux d'approbation d'environ 30 % ou moins. Ils perdent dramatiquement leurs guerres en Ukraine, à Gaza, au Yémen et au Sahel. Même leur mandataire, le Kenya, est entravé par la dette et les manifestations de masse. »

Même si la classe capitaliste américaine avait promis de financer entièrement la mission multinationale de soutien à la sécurité, elle n'a pas pu se mobiliser suffisamment pour payer aux policiers kenyans – les forces répressives qu'elle utilisait – les primes qui leur avaient été promises.

Les progressistes des États-Unis ont une immense dette de solidarité envers le peuple haïtien dont les luttes depuis des siècles ont tant contribué à faire avancer les luttes de tous les pauvres et des travailleurs pour leur pleine émancipation. Les impérialistes américains, français et canadiens, hors d'Haïti maintenant !

Workers World 5 septembre 2024

Conseil Présidentiel de Transition, histoire d'une création !



Les 9 Conseillers du Conseil Présidentiel de transition

Par Catherine Charlemagne

(4e partie)

Depuis le début du scandale de la corruption révélé par le courrier du Président du Conseil d'Administration de la BNC (Banque Nationale de Crédit), Pascal Raoul Pierre-Louis, révoqué depuis par le Premier ministre Garry Conille, accusant trois membres du CPT : Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin de tentative de corruption pour avoir « exigé un paiement de 100 millions de gourdes chacun » s'il souhaitait rester à la tête de ladite banque, on est envahi par des emails et autres messages Whatsapp de lecteurs réclamant la poursuite de cette chronique consacrée, justement, à la création du Conseil Présidentiel de Transition.

L'impossibilité pour les 9 membres du CPT de prendre une Résolution en vue de mettre à l'écart et de sanctionner ces trois présumés corrompus démontre, en effet, l'utilité de cette chronique décortiquant la manière dont cet organe du pouvoir Exécutif provisoire a vu le jour et que, jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, rares sont ceux en Haïti et dans la diaspora ayant un avis favorable à cette présidence collégiale tant elle n'apporte rien à la population sinon qu'à s'occuper des intérêts de ses membres. La visite à Port-au-Prince la semaine dernière (5 septembre) du Secrétaire d'État américain, Antony Blinken, pour tirer les oreilles des acteurs politiques de la Transition, notamment l'équipe du CPT, nous donne l'occasion de reprendre la publication, jusqu'à son terme, de l'histoire de la création de ce « Machin », comme l'aurait dit le général de Gaulle.

Dès l'annonce par la CARICOM que tous les secteurs sollicités pour présenter un membre dans le groupe devant former le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) eurent acheminé leur représentant, le pays a été submergé par un grand concert de félicitations venues du monde entier, notamment, des Etats-Unis qui saluaient *« La création d'un Conseil Présidentiel de Transition (TPC) en Haïti. Fruit de plusieurs mois de discussions entre diverses parties prenantes haïtiennes, ce Conseil contribue à ouvrir la voie à des élections libres et équitables et au déploiement accéléré d'une Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité. Nous félicitons les Haïtiens pour leur engagement à avancer dans un esprit de réconciliation et de dialogue national. Nous restons déterminés à travailler avec la CARICOM et les partenaires internationaux pour soutenir la mission du TPC consistant à œuvrer pour et à améliorer la vie de tous les haïtiens. »*

Après cette vague de salutations et d'encouragements en provenance surtout de l'extérieur, car la plupart des acteurs locaux demeuraient plus sceptiques quand ils n'étaient pas carrément opposés à ce mode de gouvernance, - favorisant l'option d'un juge de la Cour de cassation -, le CPT était rentré dans un silence qui laissait le champ libre à toute sorte d'interprétations. En réalité, les membres du CPT essayaient de trouver les moyens d'articuler le pouvoir entre les 9 Conseillers, car il n'est jamais facile de distribuer un pouvoir collégial quand chacun se voit Président ou Coordonnateur. Finalement, plus de quinze jours après leur désignation et après des jours de discussions, de débats et de compromis, le mercredi 27 mars 2024, les membres du CPT étaient enfin sortis de leur retraite.

Ils avaient publié leur premier communiqué à l'intention de la population et de l'opinion publique en général pour faire le point et annoncer que leur silence n'était pas synonyme de capitulation, au contraire, ils planchaient sur le sort du pays et de la population. « *En ce moment de crise grave pour notre Nation, les représentant.e.s des principaux Secteurs politiques, Société civile, religieux et économique d'Haïti annoncent leur décision collective de conduire, par la formation d'un Conseil Présidentiel, la transition vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Le Conseil est déterminé à soulager la souffrance du peuple haïtien, pris au piège depuis trop longtemps entre la mauvaise gouvernance, la violence multiforme et le mépris de ses perspectives et de ses besoins.*

Le Conseil Présidentiel informe la population, la diaspora haïtienne et la Communauté internationale de la préparation de sa prise de fonction officielle. Nous avons élaboré les critères et les mécanismes pour le choix du Président ou de la Présidente du Conseil Présidentiel, la nomination d'un nouveau Premier ministre ou d'une nouvelle Première ministre et du cabinet ministériel. Ensemble, nous exécuterons un plan d'action clair visant la restauration de l'ordre public et démocratique à travers le rétablissement de la sécurité des vies et des biens de la population, le soulagement de la misère et la réalisation des élections libres ainsi que des réformes nécessaires pour le progrès de la nation », annonçait le Conseil Présidentiel de Transition qui était, en fait, toujours en gestation puisque rien n'était encore officiel dans la mesure où il n'était pas encore officiellement reconnu par le pays ni installé dans l'un des Palais de la République.

Après ce premier contact avec la Nation, les membres du CPT s'étaient mis au travail pour de bon en compagnie de juristes en vue de préparer, d'abord, un accord politique définissant point par point les priorités dont le Conseil aura à s'occuper durant son mandat qu'ils ont eux-mêmes fixé à deux ans. Ensuite, un projet de décret portant sur l'organisation et le fonctionnement dudit Conseil qui devrait être envoyé au Conseil des ministres via la CARICOM afin d'officialiser l'existence de cette instance remplissant le rôle du pouvoir Exécutif provisoire. Le consensus ayant été trouvé, les deux documents ont été signés par l'ensemble des Conseillers, c'est-à-dire, les 9 récipiendaires. Une fois l'accord et le projet de décret transmis officiellement au Conseil des ministres démissionnaires, le CPT décida d'informer la population de l'avancement du processus.

Dans un long Communiqué daté du vendredi 5 avril 2024, le public apprenait que « *Ledit accord, auquel a été harmonisé le document de décret portant organisation et fonctionnement du Conseil présidentiel, sera incessamment signé par les parties prenantes puis les deux documents seront transmis officiellement au gouvernement, via la CARICOM, l'instance de facilitation du processus de dialogue. Cet accord présente également le mode de gouvernance politique de la transition ainsi que sa mission, sa vision et les principales responsabilités de ses structures institutionnelles. Selon le cadrage des interventions prévues, les actions prioritaires seront : le rétablissement de la sécurité publique ; l'organisation de la Conférence Nationale et de la Réforme constitutionnelle ; la réalisation des élections générales démocratiques, crédibles et participatives ; la restauration de la justice et de l'État de droit ; le redressement institutionnel et économique.*

L'accord politique exprime une vision commune de la transition construite par les secteurs et représente un engagement responsable envers le peuple haïtien. Il indique les grandes lignes de la feuille de route de la période de transition que le Conseil Présidentiel aura la charge d'exécuter, conjointement avec le prochain gouvernement de consensus, dans le but de remettre le pays sur le chemin de la stabilité, de la paix, de l'union et du progrès. La transition se fonde sur des valeurs et des principes tels que l'inclusion, la participation citoyenne, l'intégrité, la paix, le respect et la protection de la souveraineté nationale » indiquaient les 9 Conseillers, soit la totalité des membres : Lesly Voltaire, Edgard Leblanc Fils, Laurent Saint-Cyr, Régime Abraham, Fritz Alphonse Jean, Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire, Louis Gérald Gilles et Frinel Joseph.

En ce qui concerne le projet de décret, les membres du CPT avaient donné un aperçu de la manière dont ils conçoivent le Pouvoir exécutif. Ils voulaient assurer et assumer pleinement le rôle du Pouvoir exécutif tel qu'il est prévu par la Constitution. Dans le projet de décret, ils avaient confié presque la totalité de pouvoir régalien à celui qui deviendrait Président du Conseil Présidentiel de Transition. S'il n'est pas le chef suprême, c'est tout comme. Dans ce document de six pages, les Conseillers avaient donné aussi les modalités et les conditions à remplir pour devenir Premier ministre, chargé de mener la politique de la transition.

Afin de ne laisser personne sur le carreau, c'est-à-dire aucun de ceux qui avaient postulé mais qui avaient été recalés après l'élection ou la désignation du Premier ministre, il était prévu qu'ils deviennent automatiquement un ministre clé du gouvernement de transition. D'où la contestation et l'accusation de viol de l'article 6 de l'accord politique du 3 avril 2024 sur le choix du Premier ministre qu'avaient fait les autres Conseillers du groupe dit majoritaire et du Collectif 30 janvier qui ont fait élire Edgard Leblanc Fils Président du Conseil et désigné aussitôt un Premier ministre en la personne de Fritz Bélizaire au mépris et en violation caractérisée dudit accord, du consensus et du compromis existant entre tous les secteurs qui ont formé le CPT. Un extrait de ce décret a bien expliqué le mécanisme par lequel on devait passer pour choisir le Premier ministre.

« *Le/la Premier(ère) ministre est nommé(e) par le Conseil Présidentiel de Transition en consultation avec les signataires du présent Accord et d'autres structures politiques et de la Société civile intéressées à adhérer audit Accord sur la base d'une liste d'un (1) nom soumis par chacun des secteurs, ne dépassant pas un total de 15 candidatures, conformément aux mécanismes et critères établis dans le document portant « Organisation et Fonctionnement » du Conseil Présidentiel de la Transition* » faisant partie intégrante de l'Accord. (Article 6) stipule le décret. Voilà pour les faits. La première étape du processus de désignation des 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) étant terminée, il restait à officialiser, dans le cadre des institutions haïtiennes, cette structure politique exécutive.

Et c'est là que le Conseil des ministres, présidé par Michel Patrick Boisvert qui assurait l'intérim en liaison avec Ariel Henry, Premier ministre démissionnaire mais exilé involontairement à Los Angeles, allait entrer en scène. Pour certains, cette étape aurait dû être une simple formalité puisque, selon toute logique, le gouvernement démissionnaire n'était là que pour exécuter les affaires courantes sous les ordres de la CARICOM et de Washington. Mais, comme on l'a toujours dit, en Haïti s'agissant des affaires politiques, les choses ne sont jamais faciles. Si depuis les bords du Pacific donc à l'autre bout du continent américain, Ariel Henry était inoffensif et approuvait tout ce que lui demandaient les autorités américaines via la CARICOM, à Port-au-Prince, le Conseil des ministres, sous l'autorité de Michel Patrick Boisvert, semblait vouloir faire de la résistance. Après avoir reçu les deux documents - accord politique et projet de décret - de la part du Conseil Présidentiel de Transition, le gouvernement intérimaire s'était lancé dans une opération de décorticage complet du projet- décret préparé par le CPT.

Certes, Boisvert et ses ministres avaient pris soin de ne pas toucher à l'accord politique, mais en ce qui a trait au décret, ils l'avaient totalement vidé de sa substance. A commencer par l'envoi de la liste des 9 noms des personnalités formant le Conseil Présidentiel de Transition au Premier ministre démissionnaire Ariel Henry, le vendredi 29 mars 2024 par l'intermédiaire du Président en exercice de la Communauté des Etats de la Caraïbe, Mohamed Irfaan Ali, selon ce qui avait été défini lors de sa démission à la tête du gouvernement et de la transition. Le jour même, celui-ci avait transmis, officiellement, les noms au Conseil des ministres en Haïti d'après un communiqué émanant du gouvernement de Port-au-Prince.

« Le chef du gouvernement, le Docteur Ariel Henry, a reçu le vendredi 29 mars écoulé, du Président de la Guyana et Président en exercice de la CARICOM, M. Mohamed Irfaan Ali, les noms des 9 personnalités devant composer le Conseil Présidentiel Intérimaire. Le même jour, un Conseil des ministres a été convoqué pour voir quelle était la façon la plus rapide de procéder à leur nomination. Le Premier ministre Ariel Henry a reçu, toujours du Président de la CARICOM, un draft de décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil Présidentiel qui a immédiatement été transmis au Conseil des ministres afin que chacun produise ses remarques lors d'un Conseil des ministres agencé pour le lundi 1er avril.

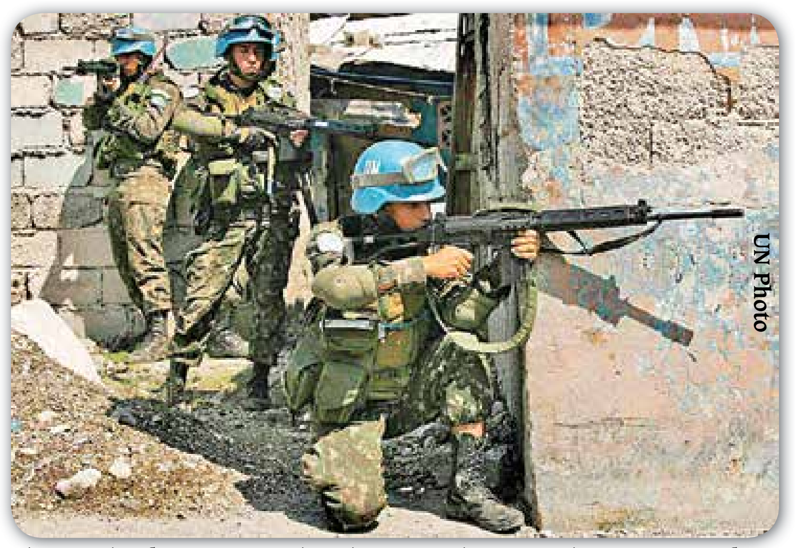
Le Conseil des ministres s'est à nouveau penché en début d'après-midi, ce 1er avril, sur le meilleur moyen de créer le Conseil Présidentiel Intérimaire et d'effectuer la nomination de ses membres. Le draft de décret a été transmis sur demande du Conseil des ministres à ses juristes afin que ces derniers le finalisent et le rendent conforme aux lois de la République » avait indiqué ce communiqué. En effet, c'est là où le bât blesse. Le projet de décret que les membres du CPT avaient envoyé à la CARICOM est tout sauf une simple demande d'installation et d'agencement d'un pouvoir provisoire. En lisant le document, Ariel Henry et ses ministres étaient tombés des nues. Ils ont compris qu'ils n'avaient pas affaire à de simples plaisantins cherchant à se faire une place au soleil de la République. Pour bien comprendre les modifications qu'ils allaient apporter dans le document original et la colère des Conseillers après que le Conseil des ministres ait procédé à la correction politique et institutionnelle du texte, nous vous proposons de lire les principaux articles.

Voici un extrait du projet de décret que le Conseil Présidentiel de Transition avait soumis à la CARICOM avant une profonde modification du texte par le Conseil des ministres

suite à la page(16)

Despite Haitian and World Opposition: The U.S. Wants to Turn the MSS into MINUSTAH 2.0


Kenyan soldiers deployed in Haiti since Jun. 25, 2024 as part of the Multinational Security Support (MSS) mission. Will the MSS "transition" to a UN Peacekeeping Operation, as Washington wants?



Thousands of UN troops militarily occupied Haiti as the MINUSTAH from 2004 to 2017. They left in their wake massacres, sexual abuse, fatherless children, and a cholera epidemic

by Kim Ives

The Multinational Security Support (MSS) mission to Haiti is an utter, dismal, humiliating failure.

That is the only conclusion one can make on seeing Washington present a draft resolution to the United Nations Security Council (UNSC) – *Haïti Liberté* has procured a copy – for "the UN to begin planning to **transition** the MSS mission to a UN Peacekeeping Operation, in order to **sustain the gains** made by the MSS mission." (**Our emphasis.**) The proposal comes only two days after U.S. Secretary of State Anthony Blinken visited Haiti on Sep. 5.

This proposal is shocking and likely doomed for several reasons.

1) The **MSS has made absolutely no gains** in Haiti. So far, there are only 380 Kenyan cops of the 2,500 troops from 10 nations that Washington had sought to assemble. Since their arrival in June and July, those police officers have spent most of their time in their U.S.-assembled base at the Port-au-Prince airport, reluctant to go out on missions to confront Port-au-Prince's armed groups, gathered in a coalition called *Viv Ansanm* (Live Together).

The Haitian National Police (PNH) officers, who get paid seven times less than the Kenyans, are resentful and bitter about the risk-adverse Kenyans combined with the pay-scale chasm.



Haïti Liberté journalist Kim Ives, addressing the UN Security Council on Dec. 21, 2022, called on it not to deploy UN troops into a purely internal matter.

Furthermore, Washington is the MSS's only real backer. It has given 63% ($369 million) of the force's $589 million annual budget (in reality, the total cost is much more, sources tell us). The UN has been able to collect another 11% ($68 million) in donations, but the MSS is still $152 million short. Faced with previous UNSC disapproval, Washington has historically managed to concoct various "Coalitions of the Willing" for operations like the invasions of the Dominican Republic (1965), Grenada (1983), and Iraq (2003). But in the new multipolar, declining-West world, the MSS is definitely a "Coalition of the Unwilling."

2) The **MSS mandate is about to expire on Oct. 2**. On that date in 2023 the UNSC passed Resolution 2699 which authorized (**not** sponsored) the MSS "for an initial period of twelve months." Washington was forced to resort to the MSS – what its UN representative called at the time called "a new way of preserving global peace and security" – because the UNSC was reluctant to send another Chapter 7 "peace-keeping" mission to Haiti. Russia and China abstained from voting on Resolution 2699.

With the authorization deadline only three weeks away, Washington may be proposing the upgrade to a genuine UN deployment as an opening gambit to bargain for another UNSC benediction, like the 2023 one, for the MSS.

3) The notion of sending **a third UN military mission to Haiti in 30 years is unpopular with the UN Security Council**, particularly with veto-wielders Russia and China.

""Russia cannot agree to invoking Chapter 7 almost blindly," Russia's UN Ambassador Vassily Nebenzia said after the Oct. 2, 2023 vote. "Haiti's history has sufficient experience of irresponsible foreign interference, which is exactly what kicked off a spiral of degradation which Haiti's people have been unable to overcome for years. For us to authorize another use of force in Haiti without being fully cognizant of the mission's parameters is an imprudent thing to do."

"Proceeding from the principles of respect for sovereignty and non-interference in internal affairs, China has always taken a cautious and responsible approach on the Council's invocation of Chapter 7 on the authorization of the use of force," said China's Ambassador Zhang Jun in explaining his nation's abstention on Oct. 2.

4) Any **UN military occupation is unpopular with Haitians**, given the horrendous history of the two previous deployments. By far the worst was the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), which was a "Brutal, Ineffectual, and Polluting UN Force," according to the U.S. State Department's own secret cables, provided by Wikileaks to *Haïti Liberté* in 2011. It operated in Haiti from 2004 to 2017.

Even some of the State Department's own alumni agree that another UN deployment would be a big mistake.

Former U.S. Special Envoy to Haiti, Daniel Foote "also criticized the idea of relaunching a UN peacekeeping operation in Haiti, noting that Haitians strongly oppose any new

suite à la page(16)

Blinken's Visit to Haiti is Another Slap in the Face to Principled Haitians


U.S. Ambassador Dennis Hankins showing U.S. Secretary of State Anthony Blinken U.S.-provided armored cars being used by Kenyan police in the MSS mission. On the left, PNH chief Rameau Normil and MSS chief Godfrey Otunge


Haitian Foreign Minister Dominique Dupuy greeted Secretary of State Anthony Blinken when he landed at the Port-au-Prince airport. Photo: Juno 7

by Henriot Dorcent

The five-hour visit of U.S. Secretary of State Anthony Blinken to Haiti on Sep. 5 does not surprise anyone. Don't they say that the criminal always returns to the scene of the crime?

Indeed, like a colonial-era proconsul, Blinken announced that the outgoing Biden Administration will give the pathetic sum of $45 million in humanitarian aid to Haiti and passed orders to his servile Transitional Presidential Council (CPT) and to the de facto Prime Minister Garry Conille.

A caravan of armored vehicles transported Blinken to the meetings, which were held, not at any Haitian government building, but at the fortified U.S. Embassy and U.S. Ambassador's residence. This was an egregious trampling of diplomatic protocol and Haitian sovereignty, exposing the complete failure of the Washington-financed Multinational Security Support (MSS) mission to establish any kind of security in Haiti since it was blessed by the UN Security Council on Oct. 2, 2023 or since the first 200 Kenyan cops arrived on Jun. 16, 2024.

Nonetheless, Blinken had the audacity to thank Kenya's police and President William Ruto for improving the security climate in Haiti by reopening of the Port-au-Prince airport and allowing the resumption of commercial flights there. Only one problem: the airport was opened before the arrival of the first Kenyans!

Also maybe Blinken doesn't know that car traffic is still banned from Martissant to Gressier going south out of the capital, from Canaan to Cabaret going north, and that displaced populations from the metropolitan area still can't return to their homes; even the Interior Minister can't sit in that ministry's office on Rue de la Réunion.

In short, there is no reason to thank the Kenyans, because the situation is getting worse. Non-state armed groups don't feel worried at all and show up "Live" on TikTok with their thousands of subscribers almost every day while the U.S. military collects mud in the Pedernales River on the border with the Dominican Republic in search of rare earth minerals.

Proconsul Blinken's orders to his subordinates were to form an electoral council, organize a referendum on a new constitution, and organize national elections, regardless of the security climate.

We say "no" to any reform of the Constitution. On the contrary, we demand the application of the 1987 Constitution. With no elected government, we oppose any bogus referendum on the Constitution and any election under foreign military occupation. Our struggle is for Haiti's liberation from the imperialist domination of the U.S., France, and Canada. It is criminal and racist to plan elections in the conditions that Haiti currently finds itself; they would only strengthen imperialist domination over Haiti. The popular masses of the cities and shanty towns are impoverished, small farmers are ruined, and alienated youth only aspire to leave the country at the first opportunity.

Blinken was greeted by his Haitian counterpart, Ms. Dominique Dupuy, on the tarmac of the Maïs Gâté airport. He met Conille and the CPT's rotating President Edgard Leblanc Fils at U.S. Ambassador to Haiti Dennis Hankins' official residence in Pétionville. He also summoned Rameau Normil, chief of the Haitian National Police (PNH) to the U.S.-built base housing the 380 Kenyan policemen of the MSS. Finally Blinken invited the leaders of his complicitly servile political sectors – ranging from Martelly's Haitian Bald Headed Party (PHTK) to Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family to Moïse Jean-Charles' Dessalines' Children – whose representatives make up the CPT, to the U.S. Embassy in Tabarre. Blinken also highlighted

suite à la page(16)

OPPOSÉS À NETANYAHU, DEUX TIERS DES ISRAÉLIENS VEULENT NÉGOCIER AVEC LE HAMAS



Arnon Bar-David, secrétaire général du Hisdatrout, a organisé la grève générale pour contraindre le gouvernement Netanyahu à négocier avec le Hamas

Par Thierry Meyssan

La grève générale qui vient de se dérouler en Israël n'est pas seulement une manifestation contre la rhétorique selon laquelle il ne faudrait pas négocier avec les terroristes et que les FDI vont libérer les otages détenus à Gaza. Elle marque le début d'une prise de conscience que le Premier ministre, Benyamin Netanyahou, ne défend pas les juifs. Certes, les Israéliens juifs ne sont pas encore conscients du nettoyage ethnique à Gaza, mais ils le deviennent des pogroms anti-arabes en Cisjordanie. Progressivement, ils commencent à admettre que leurs ennemis ne sont pas leurs voisins, mais sont parmi eux. Ce sont les sionistes révisionnistes.

L'opinion publique israélienne change. Après s'être détournés du Premier ministre, Benyamin Netanyahou, inefficace lors de l'attaque du 7 octobre, certains Israéliens se sont à nouveau ralliés à lui après la réplique iranienne du 11 avril. Ils seraient environ un tiers à le soutenir aujourd'hui. Ce sont à la fois des colons, implantés illégalement en Cisjordanie, et des citoyens qui perçoivent les Arabes, les Turcs et les Perses comme des ennemis.

Les deux tiers restants ouvrent lentement les yeux. L'exécution de six otages par le Hamas, le 31 août, alors que les « Forces de défense » (FDI) allaient les libérer, leur a montré, que loin de permettre leur libération, la présence de soldats à Gaza les condamne à mort. Ils considèrent donc désormais l'obstination du Premier ministre à envahir non seulement Gaza, mais aussi la Cisjordanie, au détriment de la vie des otages comme la preuve qu'il sert les intérêts des seuls colons et pas ceux de l'ensemble des juifs israéliens. Ils ne voient pas pour autant la souffrance des arabes israéliens, ni les pogroms en Cisjordanie et encore moins le nettoyage ethnique à Gaza.



Gali Baharav Miara, la première femme procureure générale d'Israël, plaide pour la création d'une commission d'enquête d'État sur tous les aspects du 7 octobre. Au contraire, Benyamin Netanyahou a imposé une stricte censure sur de nombreux points inexpliqués de la préparation, d'excéution et de la riposte à cette attaque, dont les Israéliens ne connaissent que la version officielle

C'est dans cette ambiance que le syndicat historique d'Israël, celui qui fut la principale organisation du Yichouv durant l'entre-deux-guerres, le Histadrout, a appelé à une grève générale. Comme tous les syndicats occidentaux, cette organisation est beaucoup moins importante que par le passé lorsqu'elle était l'émanation du mouvement des kibboutzim. Elle ne comprend plus que 400 000 membres, mais dispose toujours d'une autorité morale. Lors d'un meeting, son secrétaire général, Arnon Bar-David, a déclaré : « Je suis ici pour me battre, pour que personne ne soit laissé pour compte. Les juifs n'abandonnent pas les juifs, qui ne sait pas cela ? Il n'est pas possible que nos enfants meurent dans les tunnels à cause de considérations politiques ». Considérant que la centrale faisait ellemême de la politique au lieu de défendre les travailleurs, le gouvernement a obtenu du Tribunal national du travail qu'il déclare la grève générale illégale. Quant au ministre du Trésor, Bezalel Smotrich, il a donné instruction à ses services de ne pas payer les fonctionnaires grévistes. Quoi qu'il en soit, le mouvement a été très suivi. Il a inscrit dans l'esprit des Israéliens que Benyamin Netanyahou ne défendait pas les juifs, qu'il ne les avait jamais défendus.

Simultanément, un des 32 membres du gouvernement, le ministre de la Défense, le général Yoav Galland, a déclaré en Conseil des ministres que le nouvel objectif du Premier ministre d'occuper le corridor de Philadelphie (c'est-à-dire la petite bande frontière égypto-gazaouie) viole les accords de Camp David sans apporter le moindre avantage stratégique. La discussion de cabinet ayant tourné aux invectives, le général Gallant a porté l'affaire sur la place publique.

Selon le portail internet *Ynet* (groupe du *Yediot Aharonot*), réputé centriste et proche de l'administration, si en mai un accord était sur le point d'être conclu avec le Hamas, tout a été bouleversé par le *Document de clarification* de la partie israélienne, le 27 juillet. Ce texte posait soudainement de nouvelles exigences afin de rendre tout accord impossible. C'est lui qui, pour la première fois, a posé l'exigence d'une présence des FDI dans le corridor de Philadelphie.

Seuls ceux qui suivent la politique israélienne comprennent la simultanéité de la grève générale et de l'esclandre de Gallant. Elle permet, enfin, de comprendre ce qui s'était passé l'année dernière.

Au printemps 2023, les partis démocratiques avaient fait pression pour que le Histadrout organise une grève générale contre le projet de réforme des lois fondamentales (équivalentes d'une Constitution), c'est-à-dire contre le coup d'État que les sionistes révisionnistes étaient en train d'opérer. Cependant la centrale de gauche au lieu de s'en tenir à la défense de la démocratie avait aussi soutenu le général de droite Yoav Gallant que Benyamin Netanyahou venait subitement de renvoyer de son poste de ministre de la Défense. Sa pression avait été si forte que le Premier ministre l'avait réintégré au gouvernement.

À l'époque, personne n'avait compris ce qui liait les syndicalistes au général. Toutefois, on apprenait par la suite qu'il avait été renvoyé pour avoir explosé en Conseil des ministres et demandé des explications sur l'absence de réaction du Premier ministre aux rapports du Shin Bet (contre-espionnage) et des FDI. Quatre mois avant l'attaque du 7 octobre, tous les services de renseignement israéliens rédigeaient rapport sur rapport annonçant la « Tempête parfaite » (nom de code de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » du 7 octobre) que la Résistance palestinienne préparait. Le Premier ministre n'a pas voulu les entendre. Il a maintenu sa surdité lors de l'esclandre du général Gallant. Il n'a pas défendu son pays lors de l'attaque du 7 octobre, mais a utilisé celle-ci pour nettoyer ethniquement Gaza et a laissé se multiplier des pogroms anti-arabes en Cisjordanie.

Dès lors, la question que nous posions depuis la mi-novembre [1] commence aussi à interpeller des Israéliens : et si Benjamin Netanyahou n'était pas incompétent, mais complice de l'attaque ?

Cette question taraude des Israéliens qui ont demandé la création d'une commission d'enquête d'État portant sur tous les aspects de l'attaque du 7 octobre, de sa préparation et de sa réponse. La procure générale d'Israël, Gali Baharav Miara, qui considère cette question comme pertinente, l'a demandé aussi. Cependant, Benjamin Netanyahou et ses complices s'y sont opposés.

Cette question est aujourd'hui sur toutes lèvres depuis que la presse israélienne a révélé que le contre-espionnage, le Shin Bet/Shabak avait prévenu le Premier ministre de l'imminence de l'attaque, 10 semaines auparavant [2]. Cette fois, on ne parle plus de sources étrangères, mais bien d'une des agences de sécurité israéliennes.

Progressivement l'histoire de l'actuelle coalition gouvernementale refait surface. Les suprémacistes juifs (les Kahanistes) ne sont pas une secte juive de plus. Certes, ils militent pour la destruction de la mosquée d'Al-Aqsa et la reconstruction à sa place du temple de Salomon, alors que les rabbins Haredi, à la fois ashkénazes et séfarades, en plus des grands rabbins israéliens, considèrent comme impur et interdisent à tous les juifs d'entrer dans les cours de la mosquée Al-Aqsa. Ils semblent donc se distinguer des sionistes révisionnistes de Volodymyr Jabotinski et de Benzion Netanhayou qui militaient pour un État juif du Nil à l'Euphrate. En réalité, le rabbin Meïr Kahane, était un agent de Yitzhak Shamir (successeur de Jabotinky) aux États-Unis qui le finançait au travers du Mossad dont il était alors un des dirigeants. D'ailleurs, lors de son premier mandat de Premier ministre, en 1996, Benjamin Netanyahu fit creuser un tunnel sous la mosquée Al-Aqsa.

Personne en Israël n'en est à rappeler que Volodymyr Jabotinski et Benzion Netanhayou (le père du Premier ministre) étaient des alliés de Benito Mussolini qui a hébergé, à Rome, leur milice, le Bétar [3]. À plus forte raison, aucun Israélien n'ose s'interroger sur les liens entre ces fascistes historiques et le nazisme. Certes, Jabotinski est mort au début de la guerre, le 4 août 1940, à New York, sans avoir eu à se prononcer sur l'idéologie raciale de celui-ci. Mais, durant l'entre-deux-guerres, alors qu'il était administrateur de l'Organisation sioniste (mondiale), il s'était allié aux nationalistes intégraux ukrainiens de Symon Petlioura et Dmytro Dontsov contre les soviétiques. Leurs hommes se livrèrent à des massacres de juifs sans soulever la moindre réaction de sa part. Lorsque l'Organisation sioniste lui demanda des explications, il démissionna sans répondre.



Ancien chef d'état-major, le général Yoav Gallant a été mis en cause dans plusieurs affaires de corruption. Il y a quelques mois, il avait qualifié les Résistants palestiniens d'"animaux". Cependant ses nombreux défauts ne l'ont pas empêché de comprendre qui est Benyamin Netanyahou et de s'opposer à lui

David Ben Gourion, le premier Premier ministre d'Israël partisan des Alliés, disait que Jabotinski était sûrement fasciste et peut-être nazi ; raison pour laquelle il s'est opposé au transfert de ses cendres à Jérusalem.

La question se pose pour deux raisons : d'abord les sionistes révisionnistes ont conduit des négociations avec les nazis durant toute la Seconde Guerre mondiale contre les Alliés. Ce sont les Allemands qui ont refusé d'aller plus loin dans leur collaboration, alors que les juifs disciples de Jabotinsky étaient demandeurs.

Ensuite, en mai dernier, l'historien Nadav Kaplan a révélé [4] que les disciples de Jabotinski suivaient en détail les négociations du Hongrois Rezs Kasztner (dit « Rudolf Ysrael Kastner ») avec les Nazis durant toute la Guerre mondiale y compris avec Adolf Eichmann, chargé du transfert des juifs vers les camps d'extermination. Il a émis l'hypothèse (pour le moment insuffisamment étayée) que Ben Gourion avait ordonné son assassinat durant son procès afin de ne pas rouvrir la plaie. Si les travaux de Kaplan devaient être développés, il y aurait une continuité entre le massacre des juifs par les nazis et celui des Palestiniens par les sionistes révisionnistes.

Il convient d'admettre que les Israéliens ne sont pas les victimes du Hamas, mais, comme les Palestiniens, des sionistes révisionnistes.

Notes

[1] « Comment Netanyahu falsifie l'actualité », et « Ce qui se cache derrière les mensonges de Benjamin Netanyahu et les esquives du Hamas », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire,* 21 et 28 novembre 2023.

[2] « 10 semaines avant l'attaque du Hamas, Netanyahou était au courant, selon le Shin Bet ; non, un an plus tôt, selon le *New York Times* », par Alfredo Jalife-Rahme , Traduction Maria Poumier, *La Jornada* (Mexique), *Réseau Voltaire*, 7 septembre 2024.

[3] « Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 janvier 2024.

[4] [illegible] » (Pourquoi Kastner a-t-il été assassiné ?), Nadav Kaplan, éditions Steimatzky (2024)

Réseau Voltaire | Paris (France) | 7 septembre 2024



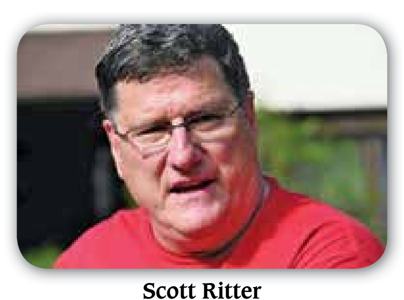
Les « démocraties » attaquent le journalisme comme elles attaquent la démocratie elle-même



Pavel Durov, le PDG de Telegram



Le journaliste britannique Richard Medhurst



Scott Ritter

Par Margaret Kimberely*

Que signifie la démocratie si les élections sont ignorées et les journalistes accusés de crimes ? C'est le cas aujourd'hui, alors que les pays occidentaux sombrent dans des crises qu'ils ont eux-mêmes provoquées et qu'ils se montrent plus flagrants dans leur mépris des normes qu'ils prétendent respecter. Ils ne se consacrent qu'à l'agression et à la réduction au silence de la dissidence.

Les nations de l'Occident collectif aiment se vanter et se vanter d'être des démocraties. Elles disent abhorrer les gouvernements autoritaires et autocratiques et condamner constamment quiconque ne leur plaît pas comme appartenant à ce club. En réalité, le mot démocratie est utilisé pour tromper les crédules en leur faisant accepter des actions et des politiques qu'ils devraient rejeter et aussi comme une arme destinée à dissimuler des intentions malveillantes. Mais la façade se fissure à mesure que la tendance dictatoriale devient plus difficile à cacher.

Aux États-Unis, Kamala Harris est devenue la candidate du Parti démocrate à la présidentielle après que de riches donateurs ont orchestré un coup d'État contre le président en exercice qu'ils avaient porté au pouvoir quatre ans plus tôt. Le contournement du système de vote primaire a fait que personne n'a voté pour elle pour devenir présidente et pourtant on nous avertit que nous risquons de perdre la démocratie à moins qu'elle ne remporte les élections.

Les États-Unis ne sont pas les seuls à avoir recours à la fraude démocratique. En France, le parti du président Emmanuel Macron a perdu une élection face à la coalition du Nouveau Front populaire (NFP). En vertu de la loi française, il est tenu de nommer un Premier ministre issu de cette coalition, mais il a refusé de le faire, affirmant que la coalition n'a remporté qu'une pluralité et non une majorité. Macron viole de manière très éhontée la lettre et l'esprit de la loi française et se moque de toute prétention à avoir un système politique qui serait en quelque sorte supérieur aux autres.

Ce même pays qui a ignoré la volonté de son électorat a maintenant arrêté un homme dont le crime est de donner aux gens du monde entier un accès illimité à l'information et de refuser aux gouvernements une « porte dérobée » vers sa plateforme. Pavel Durov est le PDG de Telegram. Né en Russie, Durov a d'abord fondé VKontakte, une plateforme très similaire à Facebook. Il était en désaccord avec le gouvernement russe concernant son engagement à crypter les communications et il a quitté la Russie pour vivre aux Émirats arabes unis. Il a également obtenu la nationalité française en 2021 en tant qu'« étranger éminent », c'est-à-dire « un étranger francophone qui contribue par son action éminente au rayonnement de la France et à la prospérité de ses relations économiques internationales ».

Ni la fortune d'un milliardaire ni la citoyenneté française n'ont aidé Durov après son arrestation le 24 août à Paris après avoir débarqué de son jet privé. Les accusations portées contre lui allèguent qu'il autorise des activités criminelles sur Telegram, mais cette affirmation défie la logique. Chaque plateforme de médias sociaux est accessible aux personnes qui veulent enfreindre la loi, mais Telegram est unique, la plateforme de choix pour les personnes du monde entier qui souhaitent partager des informations non filtrées. Les soldats russes et ukrainiens font leurs reportages depuis le front en utilisant Telegram. Les soldats israéliens se vantent de leurs crimes de guerre sur Telegram et les Palestiniens l'utilisent non pas pour célébrer mais pour alerter le monde avec des images de corps brisés et d'immeubles explosés à Gaza. Ironiquement, ce n'est pas la Russie « autoritaire » qui a arrêté Durov, mais la France, qui est censée faire partie des nations « libres » du monde.

Durov n'est pas le seul à être persécuté, ni la France à restreindre les droits légaux. Aux États-Unis, le passeport de Scott Ritter, ancien officier de renseignement des Marines et inspecteur en armement des Nations Unies, a été confisqué le 4 juin alors qu'il s'apprêtait à embarquer dans un avion à New York. Ritter était en route pour la Russie où il prévoyait de prendre la parole au Forum économique de Saint-Pétersbourg. Aucune explication ne lui a été donnée pour la confiscation de son passeport, mais deux mois plus tard, son domicile a été perquisitionné par le FBI et Ritter a été informé qu'il faisait l'objet d'une enquête pour violation de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (Foreign Agents Registration Act, FARA). Selon un article du New York Times sur Ritter et d'autres, « *le ministère de la Justice a lancé une vaste enquête criminelle sur les Américains qui ont travaillé avec les chaînes de télévision d'État russes, ce qui témoigne d'un effort agressif pour combattre les opérations d'influence du Kremlin en vue de l'élection présidentielle de novembre…* » En plus de ses anciens rôles dans l'armée américaine et aux Nations Unies, Ritter est également journaliste et héberge son propre podcast et sa page Substack tout en écrivant pour Consortium News et d'autres médias.

Le raid du FBI au domicile de Ritter a été rapidement suivi par l'arrestation du journaliste britannique Richard Medhurst le 15 août alors qu'il rentrait au Royaume-Uni à l'aéroport d'Heathrow. Il a été détenu pendant près de 24 heures en vertu de l'article 12 de la loi sur le terrorisme et a été accusé d'avoir « exprimé une opinion ou une croyance qui soutient une organisation interdite ». On ne sait pas exactement ce que Medhurst a dit ou écrit en violation de cette loi, mais d'autres citoyens britanniques ont été arrêtés pour avoir fait des déclarations soutenant le droit des Palestiniens à se défendre.

Ce n'est pas une coïncidence si l'Occident a abandonné toute prétention à la démocratie dans ses attaques contre les journalistes et ceux qui fournissent un accès aux médias. Julian Assange a récemment été libéré dans le cadre d'un accord de plaidoyer après des années d'asile et de prison. Le mouvement de solidarité avec Assange n'a pas été dans l'ensemble repris par les personnes qui sont également des journalistes présumés. Ils se sont joints à l'attaque contre lui et ont donné accès aux persécuteurs d'Assange pour faire valoir leur point de vue tout en traitant la victime comme un paria indigne de toute considération.

Les années de législation draconienne telles que le Terrorism Act au Royaume-Uni, le Patriot Act, l'Espionage Act et le Foreign Agent Registration Act aux États-Unis ont toutes été utilisées pour faire taire tout récit que les États trouvent gênant. Il est ironique que Durov ait été glorifié à l'époque de ses différends avec le gouvernement russe, mais qu'il soit désormais invisible grâce au trou noir utilisé par l'Occident pour éliminer les informations dissidentes.

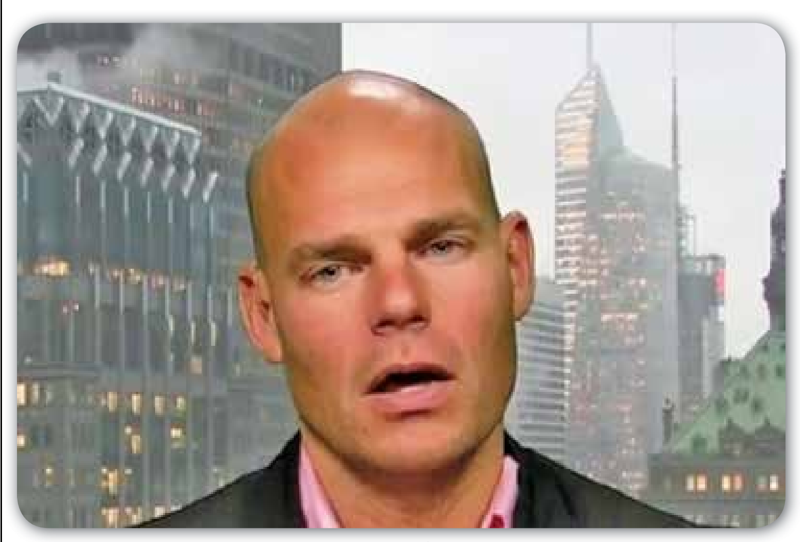
Il faut se poser la question : pourquoi maintenant ? Le monde a atteint un point de contradictions très dangereuses. La Russie est en train de gagner la guerre en Ukraine, mais l'Occident insiste pour prolonger le conflit avec une incursion malheureuse en Russie, avec une propagande de guerre proclamant la victoire alors que les soldats ukrainiens sont les victimes. Non seulement les crimes de guerre d'Israël continuent, mais il cherche à déclencher une guerre régionale plus large contre l'Iran en particulier. L'incompétence des États-Unis pendant une présidence boiteuse ne fait qu'accroître les tensions tandis que les médias d'entreprise ne disent que peu ou rien des nombreuses crises auxquelles le monde est confronté. Même avec leurs audiences plus réduites, Ritter et Medhurst sont une menace. Durov sera retenu de facto en otage jusqu'à ce qu'il accepte de permettre la surveillance des utilisateurs de Telegram.

Bien sûr, l'Occident ne fait que révéler sa vraie nature. Les nations qui ont envahi la majeure partie du monde, asservi, colonisé et volé des ressources n'ont jamais été supérieures. Elles étaient simplement les plus puissantes et leurs richesses provenaient de l'exploitation du reste de l'humanité. Lorsque nous parlons du sort de Durov, Medhurst et Ritter, nous devons également reconnaître qu'ils sont devenus la proie des pires prédateurs de l'histoire de l'humanité.

*Margaret Kimberley, rédactrice en chef et chroniqueuse principale du Black Agenda Report

Black Agenda Report
28 août 2024

Le professeur Danny Shaw devient la dernière victime d'une atteinte à la liberté d'expression



Danny Shaw

Un professeur licencié à cause de la Palestine, détenu par le FBI de Chicago le mercredi 28 août 2024.

Le professeur Danny Shaw, ancien champion de boxe poids lourd du Madison Square Garden, a été détenu et interrogé par le FBI et le Department of Homeland Security (DHS) à l'aéroport O'Hare de Chicago (ORD).

Le professeur Shaw revenait du Free Palestine Film Festival à Londres. Il a été invité au festival parce qu'il avait été licencié par le John Jay College of Criminal Justice de New York pour son opposition virulente à l'assaut israélien en cours sur Gaza.

Pendant trois heures, des agents fédéraux basés à Chicago ont interrogé le professeur Shaw. Des agents du bureau local du FBI à Chicago ont fait pression sur Shaw au sujet de ses activités dans son pays et à l'étranger pour plaider en faveur de la fin de l'invasion de Gaza par le gouvernement israélien. Les agents du FBI et du DHS ont exigé de connaître le nom de ses contacts et des organisations avec lesquelles il a travaillé.

Shaw s'est vu refuser le droit de parler à un avocat. Lorsqu'il a refusé de répondre aux questions, on lui a dit qu'il ne serait pas libéré tant qu'il n'aurait pas obtempéré. Les autorités ont saisi son téléphone portable, son ordinateur, ses cahiers, son agenda et d'autres effets personnels, tout en lui posant simultanément des centaines de questions sur son travail et sa vie personnelle.

En plus d'avoir été licencié de son lieu de travail et d'être désormais pris pour cible par le FBI et le DHS, Shaw a fait l'objet d'une campagne de doxing menée par des groupes soutenant l'invasion en cours de Gaza par le gouvernement israélien. Shaw et d'autres enseignants américains critiquant les actions de l'État israélien ont également fait l'objet d'une vague concertée de censure, leurs comptes sur les réseaux sociaux ayant été bannis, suspendus ou complètement supprimés.

DD Geopolitics, X.
1er septembre 2024

Amilcar Cabral aurait eu 100 ans : hommage au géant penseur de la révolution africaine

Par Diagne Fodé Roland

Amilcar Cabral (12 septembre 1924 – 20 janvier 1973 à Bafata), dont le pseudonyme est Abel Djassi, est le fondateur du PAIGC, Parti Africain pour l'Indépendance de Guinée-Bissau et des Îles du Cap-Vert, (Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde).



Amilcar Cabral (12 septembre 1924 – 20 janvier 1973

Révolté par l'oppression coloniale fasciste portugaise, notamment les famines successives qui avaient provoqué 50 000 morts entre 1941 et 1948 au Cap-Vert, Amilcar Cabral choisit de faire des études d'agronomie dans l'optique d'aider les paysans et fait ses études d'ingénieur agricole à Lisbonne capitale du Portugal jusqu'en 1952.

Il y rencontre des étudiants militants de la libération des colonies africaines de l'impérialisme portugais. Avec ces militants de la lutte indépendantiste en Afrique lusophone, occidentale et australe, tels Agostinho Neto (MPLA), Eduardo Mondlane du FRELIMO, etc., ensemble ils créent clandestinement le Centro de Estudos Africanos pour promouvoir la culture des peuples noirs colonisés et collaborent avec le Parti Communiste Portugais (PCP) (également clandestin). Ces futurs leaders se forment au communisme scientifique et décident de fonder les mouvements de libération anticoloniale de leurs pays respectifs.

Cabral décide de renoncer à un poste de chercheur à la station agronomique de Lisbonne (Portugal) pour un emploi d'ingénieur de deuxième classe en Guinée où il est chargé du recensement agricole qui lui permet de cerner les nationalités et les classes sociales qui composent la Guinée.

En 1954, il met en place sous couvert d'activités culturelles et sportives une organisation politique nationaliste à Bissau. Cette association est interdite par les colonialistes portugais et Cabral est expulsé de son propre pays pour se retrouver en Angola où il mène des missions pour des entreprises agricoles.

Ces enquêtes et études du paysannat sous le colonialisme lui permettent d'appliquer le matérialisme dialectique et historique et d'élaborer sa propre analyse de la société coloniale en adaptant le communisme scientifique aux réalités africaines.

En 1956, étant autorisé à revenir en Guinée Bissau une fois par an, il fonde le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-vert) dans la clandestinité et Cabral en est désigné secrétaire général.

Après le massacre colonial fasciste de la grève des dockers en 1959, le PAIGC opte en 1963 pour la lutte armée et se bat contre l'armée portugaise sur plusieurs fronts à partir des pays voisins, la Guinée Conakry et la Casamance, province du Sénégal.

Le PAIGC contrôle assez rapidement 50 % du territoire en 1966 et 70 % à partir de 1968 et met en place une organisation politico-administrative dans les régions libérées dont les caractéristiques sont exposées ainsi par Cabral : « La dynamique de la lutte exige la pratique de la démocratie, de la critique et de l'autocritique, la participation croissante de la population à la gestion de leur vie, l'alphabétisation, la création d'écoles et de services sanitaires, la formation de cadres issus des milieux paysans et ouvriers, et bien d'autres réalisations qui impliquent une véritable marche forcée de la société sur la route du progrès culturel. Cela montre que la lutte de libération n'est pas qu'un fait culturel, elle est aussi un facteur culturel ».

Cabral élabore une analyse détaillée des réalités nationales et des contradictions des sociétés guinéenne et cap-verdienne pour déterminer les groupes nationaux et sociaux qui sont les plus à même de s'engager dans la lutte contre le colonialisme.

En 1961, il représente au Caire lors de la troisième Conférence des peuples africains les mouvements de libération des pays colonisés par le Portugal fasciste. Il y expose, partant de la formule de Lénine de « l'analyse concrète de chaque situation concrète », que la lutte doit « Renforcer les moyens d'action…, développer les moyens efficaces et en créer d'autres, sur la base de la connaissance de la réalité concrète de l'Afrique et de chaque pays africain, et du contenu universel des expériences acquises dans d'autres milieux et par d'autres peuples ».

Cabral enseigne qu'il faut étudier les nationalités et les classes sociales à partir du fait que « les gens ne se battent pas pour des idéaux ou pour ce qui ne les intéressent pas directement ; Les gens se battent pour des choses concrètes pour de meilleures conditions de vies dans la paix et pour l'avenir de leurs enfants. La liberté, la fraternité et l'égalité sont des mots vides de sens s'ils ne signifient pas une véritable amélioration de la vie des gens qui se battent ».

Cabral allie lutte idéologique et politico-militaire à la lutte diplomatique pour faire reconnaître la lutte de libération anti-coloniale à l'échelle internationale. En 1972, l'ONU reconnaît le PAIGC comme « véritable et légitime représentant des peuples de la Guinée et du Cap-Vert ».

Cabral fut aussi « l'ambassadeur porte-parole » des mouvements de libération nationale des colonies portugaises dans les différents forums à l'échelle africaine et internationale. Il en fut le leader incontesté notamment à la conférence de la Tricontinentale où il prit la parole le 6 janvier 1966 à Cuba pour y exposer sa théorie révolutionnaire de l'émancipation nationale et sociale africaine : « Nous ne luttons pas simplement pour mettre un drapeau dans notre pays et pour avoir un hymne mais pour que plus jamais nos peuples ne soient exploités, pas seulement par les impérialistes, pas seulement par les Européens, pas seulement par les gens de peau blanche, parce que nous ne confondons pas l'exploitation ou les facteurs d'exploitation avec la couleur de peau des hommes; nous ne voulons plus d'exploitation chez nous, même pas par des Noirs ».

Reconnaissant à la fois le rôle internationaliste de Cuba et panafricain de l'Algérie indépendante pour sa solidarité active avec tous les mouvements de libération en Afrique, il a déclaré : « Les chrétiens vont au Vatican, les musulmans à la Mecque et les révolutionnaires à Alger. »

Malheureusement Amilcar Cabral est assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry par le colonialisme portugais qui a utilisé des agents renégats infiltrés dans la branche militaire du PAIGC pour commettre ce forfait empêchant ainsi le vrai père de l'indépendance de vivre la proclamation le 10 septembre 1974 de la naissance de l'État de Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

Héros et martyr de la première phase de la libération africaine, Cabral doit inspirer la génération actuelle des lutteurs de l'actuelle seconde phase de l'émancipation nationale, panafricaine et sociale des peuples d'Afrique.

6 Septembre 2024

Ingérences US en Amérique latine : la Chine s'oppose à la doctrine Monroe



Lin Jian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Photo : Ministère chinois des Affaires étrangères

Par Nick Corbishley

En 1823, les États-Unis faisaient de l'Amérique latine leur arrière-cour en interdisant aux anciennes puissances coloniales européennes de s'y immiscer. Deux siècles d'ingérences US et de dommages terribles pour les Latinos ont suivi. Aujourd'hui, alors que la Chine est devenue un partenaire majeur de la région, les États-Unis semblent tentés de réhabiliter ouvertement la doctrine Monroe. Une tentative probablement vouée à l'échec, mais qui pourrait laisser des séquelles… (I'A)

Le 26 août, Pékin a dénoncé l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures du Venezuela. Washington avait notamment diffusé des informations erronées sur les récentes élections. Trois jours plus tard, le ministère chinois des Affaires étrangères fustigeait l'interventionnisme US dans l'ensemble de l'Amérique latine. En réponse à une question du quotidien Global Times, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian, a déclaré que *« les États-Unis ont peut-être annoncé la fin de la doctrine Monroe, mais le fait est que, depuis plus de 200 ans, l'hégémonisme et la politique de domination, qui sont intrinsèques à la doctrine (sic), sont loin d'être abandonnés ».*

Voici l'intégralité de l'échange, extrait de la transcription de la conférence de presse de Lin Juan publiée sur le site officiel du ministère chinois des Affaires étrangères :

Global Times : Récemment, plusieurs pays d'Amérique latine ont exprimé leur mécontentement et ont protesté contre l'ingérence des États-Unis dans leurs affaires intérieures. En réponse aux remarques inappropriées de l'ambassadeur étasunien au Mexique sur la réforme judiciaire mexicaine, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a déclaré que le Mexique n'était « *la colonie d'aucune nation étrangère* » et que les États-Unis devaient « apprendre à respecter la souveraineté du Mexique ».

La présidente du Honduras, Xiomara Castro, a condamné les États-Unis, déclarant que leur « *ingérence et leur interventionnisme violent le droit international* ». Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a déclaré sur les réseaux sociaux que « *Cuba est très conscient des activités déstabilisatrices de la NED sous couvert des valeurs démocratiques* ». Par ailleurs, le Venezuela a critiqué les États-Unis pour leur ingérence dans les élections. Et la Bolivie a révélé qu'elle avait subi des pressions de la part de la « *grande puissance du Nord* » après avoir exprimé son intérêt à rejoindre les BRICS. Quel est votre commentaire ?

Lin Jian : Nous avons pris note des rapports à ce sujet. Les États-Unis ont peut-être annoncé la fin de la doctrine Monroe, mais le fait est que, depuis plus de 200 ans, l'hégémonisme et la politique de domination, qui sont intrinsèques à la doctrine, sont loin d'être abandonnés.

La Chine soutient fermement la position juste des pays d'Amérique latine qui s'opposent à l'ingérence étrangère et défendent la souveraineté de leurs nations. Les États-Unis ne devraient pas rester sourds aux préoccupations légitimes et au juste appel des pays d'Amérique latine tout en agissant comme bon leur semble. Nous demandons instamment aux États-Unis d'abandonner dès que possible la doctrine Monroe et l'interventionnisme, de mettre fin aux actions unilatérales d'intimidation, de coercition, de sanctions et de blocus, et de développer des relations et une coopération mutuellement bénéfique avec les pays de la région sur la base du respect mutuel, de l'égalité et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun.

L'hégémonisme et la politique de domination des États-Unis vont à l'encontre de la tendance historique inéluctable des pays d'Amérique latine à rester indépendants et à rechercher la force par l'unité. De telles approches n'obtiendront aucun soutien et seront reléguées aux oubliettes de l'histoire.

On ne peut qu'espérer une telle évolution au regard des énormes dommages que le « monroïsme » a infligés à l'Amérique latine. Mais avant que cela n'arrive, Washington semble avoir l'intention de continuer à semer la zizanie dans son voisinage direct.

Attendue depuis longtemps

Cette réponse de la Chine était attendue depuis longtemps. Comme nous l'indiquions en janvier 2023, les États-Unis luttent désespérément pour un retour en arrière en Amérique latine alors que la Chine s'est imposée comme un acteur majeur dans la région, dépassant même les États-Unis et l'Union européenne pour devenir le premier partenaire économique de l'Amérique du Sud. Un nombre croissant de pays de la région ont transféré leurs relations diplomatiques de Taïwan à la Chine et ont signé des accords commerciaux et d'investissement avec Pékin. Pour répondre à cette menace, Washington est en train de remanier la doctrine Monroe :

La Chine est déjà le premier partenaire commercial de l'Amérique du Sud. Les États-Unis ont toujours la mainmise sur l'Amérique centrale et restent le premier partenaire commercial de la région dans son ensemble. Mais cela est principalement dû à leurs gigantesques flux commerciaux avec le Mexique, qui représentent 71 % de l'ensemble des échanges entre les États-Unis et l'Amérique latine. Comme l'a rapporté Reuters en juin, si l'on exclut le Mexique de l'équation, la Chine a déjà dépassé les États-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Amérique latine. Si l'on exclut le Mexique, le total des flux commerciaux – c'est-à-dire les importations et les exportations – entre la Chine et l'Amérique latine a atteint 247 milliards de dollars l'année dernière, soit bien plus que les 173 milliards de dollars des États-Unis.

Les États-Unis sont désormais engagés dans une course désespérée et dangereuse pour revenir en arrière.

Pour ce faire, ils remanient la doctrine Monroe, une stratégie de politique étrangère US vieille de 200 ans qui s'opposait au colonialisme européen sur le continent américain. Selon cette doctrine, toute intervention de puissances étrangères dans les affaires politiques des Amériques constituait un acte potentiellement hostile à l'égard des États-Unis. Aujourd'hui, les États-Unis appliquent cette doctrine à la Chine et à la Russie.



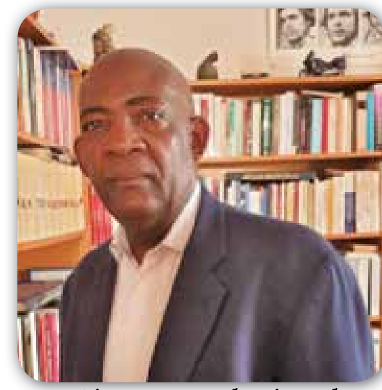
Nous demandons instamment aux États-Unis d'abandonner dès que possible la doctrine Monroe et l'interventionnisme, de mettre fin aux actions unilatérales d'intimidation, de coercition, de sanctions et de blocus

Le général Richardson [commandant du Southern Command] a expliqué en détail comment Washington, avec l'appui du SOUTHCOM, négocie activement dans le triangle du lithium la vente de ce minerai à des entreprises US par l'intermédiaire de son réseau d'ambassades, dans le but de « bloquer » les adversaires.

On peut supposer que ce processus de « blocage » s'applique non seulement au lithium, mais aussi à tous les minéraux et actifs stratégiques de l'Amérique latine comme les terres rares, l'or, le pétrole, le gaz naturel, le « light sweet crude » (dont d'énormes gisements ont été découverts au large de la Guyane), le cuivre, les cultures vivrières abondantes et l'eau douce, tous convoités par le gouvernement et l'armée des États-Unis, ainsi que par les entreprises dont ils défendent les intérêts.

Investig'Action
4 septembre 2024

De New-York à Ottawa en passant par Montréal, Merci !


Wiener Kerns Fleurimond

Par Wiener Kerns Fleurimond

De part et d'autre du continent américain, les vacances sont terminées. Les Communautés caribéennes (West-Indies), y compris les Haïtiens, ont célébré la fin des vacances par un carnaval grandiose le 2 septembre, date coïncidant avec la Fête du travail « Labor Day » aux Etats-Unis d'Amérique. En Europe, particulièrement en France, cette date marque pourtant la fin de la récréation pour tout le monde. Ceux qu'on appelle les juilletistes et les aoûtiens ont repris le chemin de leur bureau. Tandis que des millions d'écoliers retrouvent leurs petits camarades sur les cours des écoles. Moi aussi, j'ai dû mettre fin à mon périple d'Amérique et plier bagages comme tout le monde pour retrouver mon antre quelque part en France avant un saut vers l'inconnu en Haïti, pays où, depuis 2021, l'on ne vit pas mais où on tente de survivre. Il faut dire que j'ai quitté l'Amérique avec regret. Non pas parce que je voulais y rester.

Il est déjà trop tard pour une telle aventure. Mais pour l'accueil que les compatriotes des deux côtés de la frontière (USA et Canada) m'avaient réservé et les bons moments passés un peu partout dans ces deux pays à l'apparence identique mais en réalité diamétralement différents à bien des égards, notamment sur le plan social et politique. Parler de vacances, en vérité, est un grand mot. Car j'y n'étais pas vraiment pour prendre du bon temps dans le sens de faire la fiesta avec des copains et même avec la famille durant ce quasi-mois passé sur les terres des Apaches, Comanches et autres Inuits et Atikamekw du côté canadien. Certes, faisant la traversée de New-York jusqu'à Ottawa, la capitale fédérale du Canada au volant d'un grand véhicule SUV, en traversant les prairies américaines et les vastes plaines du Québec et d'Ontario, c'est le dépaysement total et franchement cela vaut le déplacement, mais ce n'était pas le but premier de ce voyage au long cours sur le nouveau continent.

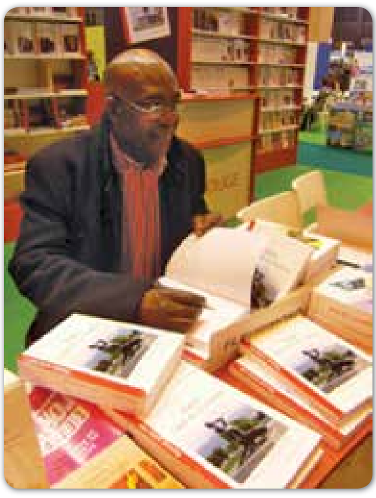
J'avais entrepris ce voyage, en effet, dans un but précis : présenter mon dernier ouvrage au public américain et canadien particulièrement aux Haïtiens de ces deux pays dans lesquels ces compatriotes ont en commun le mal du pays d'origine, Haïti. Si New-York a toujours été mon port d'attache aux USA, où je dispose d'un nombre considérable de proches et de lointains parents et bien évidemment une foultitude d'amis, d'anciens camarades, etc., forcément le voyage devait commencer par la « Grosse Pomme ». En revanche, Montréal est toujours l'autre étape incontournable de mes visites en Amérique. Celui du mois d'août 2024 n'avait pas dérogé à la règle. Surtout que j'ai été invité par plusieurs groupes socioculturels d'Ottawa et de la ville de Jacques Cartier (Montréal) pour des ventes signature de mon dernier livre intitulé : *De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État. Haïti, 220 ans de tragédie politique* » publié cet été (juillet), à Paris, aux Éditions l'Harmattan. Arrivé à New-York dès le premier jour du mois d'août, avec pour quartier général la ville d'Elmont à Long Island, durant une semaine je ne faisais que parcourir les localités de Queens, Brooklyn et Manhattan où j'avais été invité par des compatriotes pour faire découvrir, en petit comité, l'ouvrage en question.

Partout, l'accueil a été chaleureux, amical et sincère avec une envie de se procurer le livre qui, à chaque fois, a été en rupture de stock compte tenu du nombre insuffisant apporté pour chaque présentation. Car, le problème, c'est qu'il fallait laisser un lot pour chacune des rencontres prévues durant deux semaines à New-York. Or, l'institution à l'origine, le journal *Haïti Liberté,* et la personne responsable de la distribution de mes ouvrages à New-York, Berthony Dupont, à travers la librairie *Grenadier Book,* avaient réservé l'avant dernière semaine du mois d'août pour une grande séance de signature au siège du journal, à Albany avenue. De fait, en dépit de l'engouement de nos compatriotes, il fallait laisser une quantité suffisante, pensons-nous, pour cette soirée coïncidant avec la célébration du 18e anniversaire de la création de cet hebdomadaire trilingue (français, créole et anglais), le seul vrai journal de gauche haïtienne édité sur la côte Est des Etats-Unis.

Après ce plein succès à New-York, le moment était venu de se rendre au bord des rives du fleuve Saint-Laurent à Montréal et ensuite à Ottawa dans la province de l'Ontario. Là aussi, il fallait prévoir un nombre d'ouvrages qu'on pensait suffisant compte tenu de plusieurs groupes ayant sollicité des rencontres pour des dédicaces. Samedi 10 août, me voilà en compagnie d'une partie de la famille sur l'autoroute 87 Nord, direction Albany, la capitale de l'État de New-York, puis Montréal par l'A15 une fois la frontière traversée. Dès le lendemain, les affaires reprenaient si je peux dire avec l'enchainement de signatures à l'avenue Pierre de Coubertin et ce, durant plusieurs jours. Des compatriotes ont fait le déplacement en nombre. Certains ont pris deux exemplaires, à l'instar du professeur Herby Glaude, un vieil ami parisien venu de plusieurs kilomètres.

Un merci tout particulier à Cassandre Théodore, venue elle de je ne sais où pour récupérer son exemplaire signé. Elle l'attendait depuis sa parution, refusant de l'acheter sur Amazon sachant que j'allais venir à Montréal. Trois jours plus tard, il faut partir pour Ottawa où m'attendait Vanel Genéus et son équipe. Surtout je commence à m'inquiéter, le stock s'épuise dangereusement. Y-aura-t-il pour tout le monde ? Pas sûr. Or, je n'ai pas encore fait un tour à CIDIHCA au N° 430 de la rue Sainte Hélène pour rencontrer Fanfan (Frantz Voltaire), un ami, le patron de ce « *Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne* », un passage obligé depuis plus de quatre décennies pour tout auteur haïtien qui se respecte. Éditeur de nombreux auteurs haïtiens et étrangers, j'ai déjà un manuscrit à l'étude sur son bureau. A CIDIHCA, haut lieu de la littérature et de la culture haïtiennes en particulier et du monde noir en général, il faudra penser à laisser au moins deux exemplaires de : « *De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État. Haïti, 220 ans de tragédie politique* » dans la vaste bibliothèque du Centre, lieu incontournable à Montréal à deux pas du Métro Square Élizabeth/UQAM.

Entre-temps, l'on reprend la route vers Ontario, puisque, dans la capitale fédérale, les organisateurs s'impatientent. Pourtant, ils ne sont pas au bout de leur impatience. Sur le trajet, une halte obligatoire s'impose à Gatineau, une des villes de la Province du Québec à quelques encablures de la frontière avec celle d'Ontario et donc la ville d'Ottawa à ne pas confondre avec Toronto qui, elle, est la capitale de la province. A Gatineau, l'accueil était on ne peut plus chaleureux. Là, je rencontre un groupe d'haïtiens sympathiques, surtout originaires du Sud d'Haïti, tous passionnés et remplis de nostalgie de leur pays qu'ils aiment à la folie mais se plaignant de l'impossibilité de s'y rendre vue l'insécurité qui y règne depuis plus de trois ans. Etant donné qu'ils ne peuvent pas aller « *se la couler douce* » sous le soleil des plages de Gelée aux Cayes ou à Port-Salut, ils se jettent sur tous les écrits parlant d'Haïti, notamment de ces tragédies qui persistent rendant encore plus improbable un éventuel retour au pays. Les quelques exemplaires dont je disposais sont partis comme des petits pains. Il fallait avoir du courage pour en laisser pour la ville qui m'avait invité.


Wiener Kerns Fleurimond lors de la signature d'un précédent livre : Haïti, l'Etat de la Nation

Après une bonne demi-journée passée à Gatineau, on reprend la route juste pour quelques minutes et nous voilà à Ottawa. Une petite visite des lieux emblématiques de la capitale canadienne s'impose : le Parlement, la Résidence officielle du Premier ministre, le ministère des Affaires mondiales (Étrangères), les Ambassades de France et d'Haïti et le centre-ville historique. A la vérité, rien de très impressionnant, en tout cas, pour quelqu'un connaissant déjà la ville et surtout quand on arrive de la vielle Europe et connaissant Rome ou Paris notamment où la quasi-totalité des monuments historiques ou des constructions relèvent de l'archéologie. Après un bref détour par la zone touristique, l'on remet notre casquette d'auteur et l'on repart à la rencontre des compatriotes vivant dans le grand Ottawa qui nous attendaient, impatients de découvrir le contenu d'un livre dont le titre porte à équivoque. En effet, il faut se méfier de ce titre imposé par l'éditeur pour raison commerciale. Le titre original était tout simplement : De l'opposition à l'assassinat, Haïti, 220 ans de tragédie politique.

La maison d'édition avait estimé qu'il serait mieux de rajouter : d'un chef d'État, s'agissant d'un ouvrage concernant l'assassinat du Président Jovenel Moïse. A Ottawa, le public était plus qu'au rendez-vous. Je ne saurais exprimer ma gratitude envers tous les organisateurs qui ont fait un travail extraordinaire pour mobiliser les compatriotes qui ont répondu par leur présence à l'invitation. On s'est confronté aux mêmes problèmes qu'on a eus durant la première semaine à New-York et à Montréal quelques jours auparavant : pas assez de livres pour satisfaire toute l'assistance dont certains sont venus de très loin. Encore une fois, nous regrettons de ne pas avoir pu les satisfaire. Compréhensifs et beaux joueurs, certains se sont rabattus sur les sites de vente en ligne. Un accueil à nul autre pareil qui a été réservé à cet Opus décrivant la trame ayant conduit au magnicide du 7 juillet 2021. Encore merci à toutes et à tous pour s'être déplacés nombreux lors de cette présentation. L'ambassadeur d'Haïti au Canada, Dr Weibert Arthus, un ancien collègue journaliste à Paris, étant en voyage en Europe, s'était excusé. Mais, tout n'était pas fini au Canada.

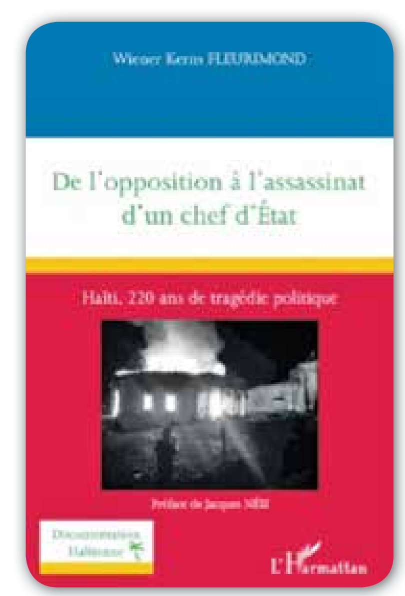
Il fallait revenir une nouvelle fois à Montréal pour conclure ce séjour littéraire. Après avoir été accueilli par Frantz Voltaire (Fanfan), le Directeur du CIDIHCA, et un de ses collaborateurs, le mardi 13 août, et après une longue visite guidée de ce Temple de la littérature et de la culture devenu quasi-mythique au Québec, le mercredi 14 l'on s'était retrouvé à la ville de Trois-Rivières pour rencontrer une communauté religieuse ayant la particularité qu'elle soit composée à 100% d'haïtiennes et d'haïtiens et naturellement dirigés par des prêtres haïtiens. Les jours suivants étaient consacrés aux réseaux des médias communautaires à Montréal entre autres radio *Groove FM*, radio *La voix divine*, etc. sur lesquelles j'étais, pendant deux heures, l'invité spécial à l'occasion de la commémoration, le dimanche 18 août, de la Cérémonie du Bois Caïman organisé sous le leadership du hougan Dutty Boukman dans la nuit du 14 et 15 août 1791. Rassemblement qui est à l'origine du premier soulèvement général d'esclaves à Saint-Domingue huit jours plus tard entre 22 et 23 août et qui allait conduire à la révolution haïtienne et à l'indépendance d'Haïti dix ans plus tard.

Je profite de cette opportunité pour saluer et remercier le staff « *Éduquer pour Guérir* », particulièrement le trio composé de Jean Frantz Joseph, Dr Edwin Magloire et Benes Joseph pour leur dévouement, leur patriotisme et leur engagement à faire connaître l'histoire d'Haïti de manière scientifique et objective dans la diaspora haïtienne de l'Amérique du Nord. Messieurs, chapeau pour votre travail et bonne continuation ! Je n'oublie point ma présence à la « *Journée du livre haïtien* » le samedi 17. Une manifestation organisée par le *Centre N A RIVE* et sa Directrice générale, Ninette Piou et appuyée par les maisons d'édition CIDIHCA et Mémoires d'encrier au 6965 rue Saint Denis à Montréal près du Métro Jean Talon. Un sacré rendez-vous socioculturel et littéraire haïtien dont c'était la 16e édition cette année. A cette occasion, j'ai pu rencontrer beaucoup de vieilles connaissances outre l'infatigable Frantz Voltaire qui avait insisté pour que je sois présent mais aussi pour ne citer qu'un seul autre Rodney Saint-Éloi, patron de Mémoires d'encrier, toujours très accueillant.

Après cette semaine consacrée à la Communauté haïtienne du Canada, je devais retourner sur mes pas, c'est-à-dire, à New-York où d'autres activités m'attendaient un peu partout dans la région new-yorkaise toujours dans le cadre de la présentation du livre dont le succès ne se dément pas. A Elmont où j'avais établi mon QG, durant cette dernière semaine, je ne cessais de signer les exemplaires que plusieurs personnes avaient préalablement commandés bien avant mon départ de Paris. Le jeudi 22, c'est avec l'avocat et juriste Franco-Haïtien et un de mes préfaciers, Éric Sauray, lui-même auteur, qui était aussi en vacances dans la « Grosse Pomme » que j'ai déjeuné à Manhattan, dans un restaurant italien situé place *Ground Zero Memorial* au pied de *On World Trade Center*, l'unique building (Tour) construit à la place des deux autres qui ont été détruits lors de l'attentat du 11 septembre 2001.

Après une visite du Musée consacré à ce dramatique événement et avoir lu quelques noms parmi des centaines inscrits sur les deux bassins géants situés à l'endroit exact où se levaient jadis les Tours jumelles et un saut non loin de-là, à Times square, le centre névralgique de New-York City, il était temps de rentrer se reposer. Car le grand rendez-vous c'était pour le lendemain samedi 24 à Albany avenue à Brooklyn au journal *Haïti Liberté* où les préparatifs allaient bon train en vue de la méga fête. D'une part pour l'anniversaire de cet hebdomadaire de gauche paraissant chaque mercredi qui ne laisse personne indifférent après 18 années d'existence sans interruption et sans manquer une seule parution. C'est un record! Un exploit même dans le monde de l'édition et de média communautaire. D'autre part, je devais procéder à une vente signature record dans la mesure où, dès la fin de l'intervention du Directeur du journal, Berthony Dupont et de votre serviteur, il ne restait plus aucun exemplaire. Berthony ou encore Kim Yves, un journaliste américain francophone et créolophone, n'ont pu conserver les leurs tant la demande a été forte et pressante.

Une vente signature éclair, si j'ose le dire, puisque, en une fraction de temps, tout le stock qui était réservé pour le journal et pour cette manifestation a été écoulé en un rien de temps. Il faut dire que l'équipe du journal avait fait un travail conséquent sur le plan de la communication. Plusieurs semaines à l'avance, un encart publicitaire avait trouvé sa place parmi les annonces communautaires. Et d'autre part, plusieurs amis et supporters du journal avaient réservé un ou deux exemplaires. Du coup, ce samedi 24, c'était juste une simple formalité pour écouler tout le stock de cet ouvrage qui explique de la première à la dernière page pourquoi Jovenel Moïse ne pouvait sortir vivant de cette guerre que ses opposants menaient contre lui. En effet, l'intitulé de l'ouvrage n'est pas un simple effet de manche, il traduit bien ce qu'il contient sans pour autant être un livre à la mémoire ni à la gloire du Président défunt.



Loin de-là ! En tout cas, depuis, d'autres exemplaires ont été expédiés de Paris non seulement pour ceux qui avaient payé d'avance et qui n'ont point été servis mais pour un grand nombre de compatriotes qui souhaitent l'acheter pour encourager l'auteur à poursuivre ses recherches afin d'expliquer sur le plan historique la tragédie politique qui se poursuit bien après cet horrible et odieux assassinat n'amenant nulle part ni Haïti et encore moins le peuple haïtien. Et ce ne sont pas les 9 Conseillers du Conseil Présidentiel de Transition ni l'actuel Premier ministre, Garry Conille, malgré leur audace ou leur bonne volonté, qui me diront le contraire, les faits parlent d'eux-mêmes. Pour finir, je dirai que les mots me manquent et que je n'en trouverai jamais assez pour traduire la gratitude que j'aie envers toute l'équipe du journal *Haïti Liberté* qui, d'une façon et d'une autre, a contribué pour faire de cette soirée un moment d'espérance pour notre cher pays Haïti.

Comment ne pas dire « MERCI » à tous ces gens venus d'un peu partout de New-York et même de Florida pour participer à cette fête d'anniversaire du journal et à cette vente signature tout en me faisant un accueil que je ne saurais oublier. Si mon séjour aux Etats-Unis et au Canada n'a pas été juste pour des vacances ni consacré uniquement à la promotion de : « *De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État. Haïti, 220 ans de tragédie politique* », il ne reste pas moins que j'ai eu le temps de voir, revoir et rencontrer plein de gens que j'aime, des camarades du journal que je n'ai pas vus depuis longtemps et des acteurs communautaires qui se donnent sans compter pour le bien de la Communauté haïtienne des Etats-Unis et du Canada. En conclusion, c'était un voyage de retrouvailles. Merci à vous tous !

W.K.F

Suite de la page (9)

UN mission because of past abuses and atrocities by peacekeepers, including massacres, sexual exploitation and the introduction of cholera," reported RHI News on Sep. 6.

"Haitians are unanimous on one thing: they hate the UN and they don't want another peacekeeping mission," Foote told RHI.

5) The world is outraged and disgusted by U.S.-sponsored wars around the world, particularly those in Ukraine and Gaza. Having a MINUSTAH 2.0 rekindled is alarming to much of the Global South.

6) A **UN Peacekeeping Mission in Haiti would be a violation of the UN Charter**. In its draft resolution, co-authored by Ecuador, the U.S. argues that "the situation in Haiti continues to constitute a threat to international peace and security and to stability in the region." This is patently absurd. There is no conflict between nations, which is what a UN Peacekeeping Operation is deployed to stop as in Cyprus on on the India/Pakistan border. The conflict in Haiti today is a **purely internal** political matter.

On Dec. 21, 2022, *Haïti Liberté* addressed the UNSC, explaining that: "We at *Haïti Liberté* strongly believe that the situation in Haiti cannot be resolved through foreign intervention, military force, or even sanctions. The Haitian people, acting with full sovereignty, must be allowed to sort out their own problems, just as they did 219 years ago when they founded Latin America's first nation... We call on this council to respect the principles enshrined in its Charter, in particular Article 2, Paragraph 7 which states that 'Nothing contained in the present Charter shall authorize the United Nations to intervene in matters which are essentially within the domestic jurisdiction of any state.'"

Suite de la page (9) Blinken's Visit to Haiti is Another Slap in the Face to Principled Haitians

the renewal of the HOPE/HELP law, the U.S. tax-waiving legislation which makes Haitian sweatshops profitable, even though the industrial park is almost not functioning due to the insecurity gripping the metropolitan area.

After his "doctor's visit" to Haiti, Blinken flew to the Dominican Republic and spent the rest of the day there.

What an outrage! Haiti does not have a suitable place to receive the equivalent of the U.S. Foreign Minister. Haiti's non-elected officials were only there to present their personal files, as if they were Blinken's guests and not vice-versa. They did not lay out the burning matters of the insecurity that is ravaging the metropolitan area and the Artibonite Department and/or the humanitarian crisis that the country is going through with the masses' growing impoverishment and chronic unemployment, the non-existence of basic social services, etc., etc..

A few weeks earlier, we watched the macabre, humiliating spectacle of Taiwanese officials handing over 400 bulletproof vests, emblazoned with the Taiwanese flag, to Conille and Normil.

Expatriate Haitians contribute more generously when Haitian authorities have requested it. Didn't Haitians expats purchase for and ship to Jean Ernest Muscadin, the government commissioner of Miragoâne, a private armored vehicle?

The Haitian authorities know that they have no legitimacy and they do not even dare to raise the revival of certain economic agreements made in the past between the hemisphere's two oldest nations, particularly the reactivation of the Generalized System of Preferences (GSP), established by the Trade Act of 1974, under which Haiti is supposed to be able to import its products into the U.S. without paying tariffs.



De facto Prime Minister Garry Conille with Anthony Blinken. They met at U.S. Ambassador to Haiti Dennis Hankins' official residence in Pétionville.

At this turning point in our history, if we are not scandalized by these insults and revolt, we are not true Haitian men and women. So it is time to create the new Haitian, through a socialist revolution to reform our character, restore our dignity and patriotism, and break forever with the imperialist domination of the U.S., France, and Canada, and establish diplomatic ties with the BRICS countries and other nations of the Global South for healthy cooperation and sustainable economic and social development.

Haitian progressives, let us unite for Haiti's national liberation! Liberty or Death! Homeland or Death!
Hankins' official residence in Pétionville

Suite de la page (8)



A droite : Le président de la Guyane, qui est l'actuel président de la CARICOM, le Dr Irfaan Ali (à droite), s'entretient avec le Premier ministre haïtien, Ariel Henry

qui l'avait soumis à son tour à un groupe de juristes et constitutionnalistes haïtiens pour être conforme à l'esprit de la Constitution, selon eux, mais surtout aux vœux de la Communauté internationale qui avait préalablement exigé l'adhésion au déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) de toute personnalité souhaitant devenir membre du CPT. D'autre part, il faut reconnaître aussi que les membres du Conseil Présidentiel de Transition n'allaient pas de mains mortes et ne se gênaient point pour s'octroyer le maximum de pouvoir, sinon s'emparer de l'essentiel des prérogatives du Président de la République, selon la Constitution de 1987. Pour faire diversion, ils avaient tout de même fait quelques ménages dans la Constitution, histoire de ne pas être accusés de prédateurs de la Charte fondamentale. Pour donner un semblant de base constitutionnelle à l'accord politique du 3 avril signé entre les parties prenantes dont eux, les membres du Conseil Présidentiel abrogeaient la version créole de la Constitution qui n'avait jamais été amendée.

« Considérant que la Constitution de 1987 amendée par la loi constitutionnelle du 9 mai 2011 interdit tout recours à la Cour de cassation pour combler les cas de vacance présidentielle dûment constatée ; Considérant que la loi constitutionnelle du 9 mai 2011 qui a déjà produit des effets juridiques sur l'ensemble de la vie nationale a abrogé la version créole de la Constitution de 1987 » faisaient-ils remarquer. Ensuite, les Conseillers présidentiels avaient supprimé provisoirement le point 6 de l'article 135 de la Constitution qui se lit comme suit « pour être Président de la République, il faut avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics. » Avant l'abrogation du gouvernement, il fallait le lire ainsi : Le postulant s'engage à ne pas être candidat aux prochaines élections. »

Selon l'article 10 du projet de décret, « *Le Conseil Présidentiel est le chef nominal des Forces Armées. Cependant, le Président du Conseil remplit une fonction de représentation auprès desdites forces. Il ne les commande jamais en personne. Les décisions relatives aux Forces Armées seront prises de manière collégiale comme indiqué à l'article 5 du présent décret.* » Vu qu'ils ne savaient devant quelle instance ils allaient prêter serment, compte tenu que les Chambres de l'Assemblée Nationale sont dysfonctionnelles depuis trois ans, le CPT avait indiqué, selon l'article 12 du décret, qu'*« Avant d'entrer en fonction, chacun des membres du Conseil Présidentiel prête le serment suivant « Je jure devant la Nation, d'observer fidèlement la Constitution et les lois de la République, de respecter et de faire respecter les droits du peuple haïtien, de travailler à la grandeur de la Patrie, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire. »*

Concernant l'article 13 du décret, ils écrivaient que le *« Conseil Présidentiel est organisé de la manière suivante : la présidence du Conseil Présidentiel ayant une fonction de représentation et de coordination du Conseil ; Le cabinet du Conseil Présidentiel qui assiste les membres du Conseil dans la coordination, l'orientation et la supervision des grands chantiers de la transition que sont :*

***a)** la Sécurité publique et nationale ; **b)** le redressement économique, la réhabilitation des infrastructures, la sécurité alimentaire et sanitaire ; **c)** la Conférence nationale et la question constitutionnelle ; **d)** l'État de droit, la justice et les droits humains ; e) les élections pour le renouvellement du personnel politique. »* Tandis que l'article 16 indiquait que *« Le Conseil Présidentiel choisit le chef de gouvernement et ensemble ils constituent le cabinet ministériel »*. Selon l'article 17 du décret *« Le Conseil Présidentiel s'assure que le Premier ministre et les ministres répondent aux critères d'éligibilité définis par la Constitution. Toutefois, compte tenu de la situation exceptionnelle de la Transition, et dans l'esprit de l'Accord politique trouvé entre les parties prenantes, des considérations spéciales sont faites quant aux alinéas 1 ; 4 et 6 de l'article 157 de la Constitution. »*

En clair, selon le CPT, pour être nommé Premier ministre, plus besoin d'être haïtien d'origine et n'avoir pas renoncé à sa nationalité ; ni être propriétaire en Haïti ; ni avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics. Signalons tout de même que ce changement court jusqu'à la fin de la transition. Quant à l'article 18, on peut lire *« En cas de présomptions graves, de corruption dûment constatée ou de déficit de gouvernance documenté et présenté par l'Organe de Contrôle des Actions Gouvernementales (OCAG), le Conseil Présidentiel met fin aux fonctions du Premier ministre par la présentation par celui-ci de la démission de son gouvernement »*. **(A suivre)**

C.C

Suite de la page (5)

alcoolisées ont augmenté de 42,3% sur la



L'inflation en juillet a augmenté à un taux annuel de 30 %, une augmentation par rapport au taux annuel de 28,9 % de juin. Photo : HaitiLibre

période de juillet 2023 à juillet 2024 ; les articles d'habillement et de chaussures ont bondi de 22,2% ; le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles ont augmenté de 18,7%.

La répression économique s'est aggravée lorsque les deux monopoles de téléphonie mobile, Digicel et Natcom, sans améliorer leur service technique, ont augmenté le prix de la communication en Haïti de 42,2% en un an.

Pendant ce temps, les importateurs, en toute liberté et sans inquiétude, malgré la stabilité de la gourde face au dollar américain, ont augmenté le prix du riz de 55,9%, du maïs de 48,7%, du mil de 50,1%, de la viande de 41,7%, du poisson frais de 44,3%, du hareng de 41,6%, de l'huile alimentaire de 44%, des citrons de 90,7%, des bananes de 44,2%, des tissus de 23,1%, des robes de 24,2%, des collants de 24,5%, des costumes et vestes universelles de 23,6%, des loyers des logements de 18,9%, du charbon de bois de 27,5%, du gaz propane de 24,2%, des repas consommés à l'extérieur de 30,5%. Toute cette inflation dans un pays où le chômage fait rage et touche formellement 16% de la population active en Haïti.

Même les prix des produits locaux ont augmenté de 29,7% renforçant la répression économique sur les masses haïtiennes.

Les régions les moins touchées en Haïti, selon l'IHSI, sont les départements du Centre et de l'Artibonite avec une augmentation de 28,5%, et le « Grand Nord » (départements du Nord, du Nord-Est et du Nord-Ouest) avec une augmentation inflationniste de 28,1%.

Depuis l'assassinat du père fondateur Jean-Jacques Dessalines le 17 octobre 1806, c'est le sombre scénario que subissent les Haïtiens : répression politique et exclusion des masses, répression économique au profit des importateurs locaux et de leurs maîtres étrangers, répression commerciale faite de monopoles économiques et commerciaux, répression fiscale où les masses paient la plus grande part de l'assiette fiscale nationale, répression financière où les masses populaires paient le taux d'intérêt le plus élevé sur les emprunts et gagnent le taux d'intérêt le plus bas sur l'épargne.

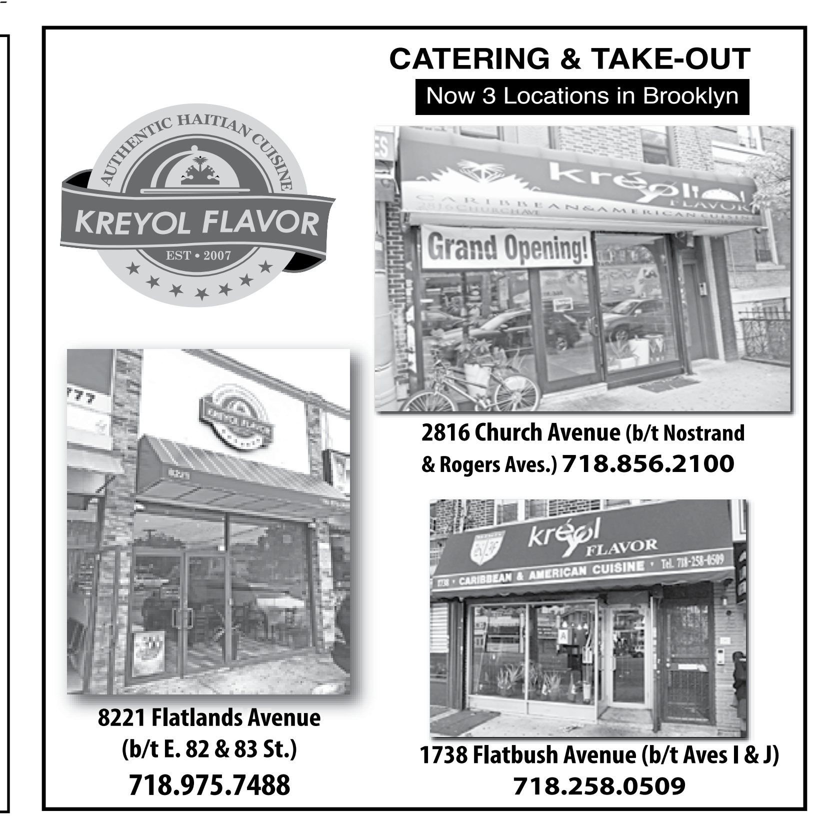
Progressistes haïtiens, unissons-nous pour mener une lutte de libération nationale pour Haïti.

Notes :

1) **Simone Wapler** est journaliste et auteure économique. Elle a longtemps été rédactrice en chef d'Agora Publications, des bulletins d'information payants spécialisés dans l'analyse et le conseil financiers fondés par Bill Bonner.

2) Données tirées du tableau 1 : Évolution de l'indice des prix à la consommation du bulletin mensuel de l'IHSI, JUILLET 2024.

3) Référence du taux de chômage : Programme alimentaire mondial, Plan stratégique national, Haïti 2024-2028 Analyse de la situation du pays, page 7 no 23.



République Dominicaine : Le Gouvernement ment au sujet de l'avion vénézuélien



Secrétaire général du Mouvement de la gauche unie (MIU), Miguel Mejía

Le ministre dominicain des Politiques d'intégration régionale et secrétaire général du Mouvement de la gauche unie (MIU), Miguel Mejía, a assuré mercredi que le gouvernement de Luis Abinader mentait au sujet de l'avion vénézuélien confisqué lundi à Saint-Domingue par les Etats-Unis.

Le leader de gauche a publié sur le site web du MIU que l'Exécutif ne peut pas dire qu'il ne savait pas que l'appareil appartenait au gouvernement vénézuélien, parce que ce pays a réalisé un processus de récupération de l'appareil, retenu à l'aéroport d'El Higüero en mai dernier.

Par conséquent, a-t-il déclaré, « *cette action… remet en question la souveraineté des Dominicains* »

Lundi dernier, le ministre dominicain des Affaires étrangères, Roberto Alvarez a dissocié l'administration actuelle et le ministère public de l'enquête menée par le département de la justice des États-Unis, qui s'est conclue par la saisie ce jour-là d'un avion officiel vénézuélien aux États-Unis.

Il a affirmé que le ministère public avait remis l'avion à Washington après avoir reçu une ordonnance du tribunal, en réponse à une demande du département de la justice des Etats-Unis qui, depuis mai dernier, avait demandé que l'avion soit immobilisé afin de rechercher des preuves et des objets liés à des activités de fraude et de contrebande… .

Le ministère vénézuélien des Affaires étrangères a accusé les États-Unis d'utiliser leur « *puissance économique et militaire pour intimider et faire pression sur des pays comme la République dominicaine, afin qu'ils servent de complices à leurs actes criminels* ».

Caracas a décrit l'événement comme faisant partie d'une escalade d'actions illégales contre le gouvernement de Nicolas Maduro et a averti qu'il « *se réserve le droit d'entreprendre toute action légale pour réparer ce dommage à la nation, ainsi que tous les autres dommages causés par la politique criminelle* » de la Maison Blanche.

Prensa Latina 6 Septembre 2024

Honduras : Xiomara Castro appelle le peuple à repousser la tentative de coup d'État

La présidente a affirmé que les responsables sont «les mêmes» qui ont dirigé l'action séditieuse de 2009.

La présidente hondurienne, Xiomara Castro, a dénoncé le vendredi 6 septembre 2024 que la droite locale « forge » un coup d'État et a demandé à la population et à ses partisans de « s'organiser » pour stopper l'attaque, qu'elle a comparée à l'expulsion du pouvoir du Président Manuel Zelaya (2006-2009).

« *J'appelle le peuple hondurien à s'organiser, mais j'appelle aussi le Parti Liberté et Refondation (LIBRE) à maintenir une unité de granit, car nous devons repousser ce coup d'État qui se prépare et qui est planifié par la droite et ceux qui ont perpétré le coup d'État de 2009* », a déclaré la présidente lors d'un événement public télévisé.

En plus de souligner que ce sont « *les mêmes visages* » qui ont mené le coup d'État de 2009, elle a appelé à rappeler que ces agents peuvent agir de cette manière parce qu'« *ils se sont couverts en toute impunité* » avec « *une amnistie* » qui leur a été accordée.

« *Quand un peuple se lève, quand un peuple se réveille avec conscience et sait parfaitement quel est le chemin pour refonder notre patrie, quel est le chemin pour nous conduire avec dignité, avec souveraineté et indépendance, alors ces oiseaux menaçants émergent pour avoir et arrêter ces actions* », a-t-elle considéré.

Tensions avec les États-Unis

Le 4 septembre, Castro a dénoncé l'existence de projets de coup d'État dont l'objectif serait de mettre fin à son gouvernement « socialiste et démocratique ». Ses déclarations ont été précédées par la diffusion d'une ancienne vidéo qui a été diffusée et a conduit à la démission du ministre de la Défense, José Manuel Zelaya, qui a assuré qu'il se retirait de ses fonctions pour ne pas entraver l'enquête menée contre son père, Carlos Zelaya, pour ses liens présumés avec le trafic de drogue.

Auparavant, l'ambassadrice américaine à Tegucigalpa, Laura Dogu, avait attaqué l'actuel ancien chef de la Défense et chef d'état-major interarmées, Roosvelt Hernández, pour avoir rencontré le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino López, que Dogu a barré de « trafiquant de drogue ».

La présidente a répondu à ces accusations en qualifiant les propos du diplomate d'« ingérence inacceptable » et en accusant Washington de vouloir « diriger la politique du Honduras à travers son ambassade ». Elle a également demandé à son chancelier, Enrique Reina, de mettre fin au traité d'extradition avec les États-Unis, tandis que ce mécanisme serait « instrumentalisé » pour laisser les forces militaires sans leadership.

La présidente hondurienne a également souligné le développement et la matérialisation de programmes sociaux pour les secteurs les plus modestes. « *Nous construisons un pays différent* », a-t-elle indiqué. « *Nous construisons des infrastructures, des routes, des routes productives pour que les agriculteurs puissent récolter leurs récoltes, huit hôpitaux (cinq néonatals)… Nous atteignons des endroits qui n'ont jamais été atteints auparavant* », a-t-elle souligné.



Xiomara Castro dénonce qu' « un nouveau coup d'État » est en cours au Honduras

Castro a insisté sur l'importance de l'investissement social dans la jeunesse, à travers des projets sportifs et la promotion de l'entrepreneuriat, en plus de souligner l'extension des bourses, la gratuité des cours, les collations scolaires, ainsi que le bonus technologique pour que les agriculteurs puissent semer des terres et contribuer à la sécurité alimentaire de la nation.

« *Pendant que d'autres dirigeants privatisaient, nous récupérons les biens de l'État qui appartiennent au peuple hondurien. C'est la différence. Mon gouvernement est le gouvernement du peuple* », a-t-elle déclaré.

RT 6 septembre 2024

Les travailleurs au défilé de la fête du travail de Détroit sont prêts à se battre



Les membres de la section locale 869 de l'UAW sont prêts à faire grève, Détroit, le 2 septembre 2024. Photo WW : Martha Grevatt

Par Martha Grevatt*

Détroit

Des infirmières qui se battent pour une représentation syndicale aux ouvriers de l'automobile qui se préparent à faire grève chez Stellantis pour le droit à un emploi, les membres des syndicats qui défilent lors de la fête du travail de Détroit ont exprimé une attitude combative.

Le thème officiel, « Unis dans la solidarité, défendant la démocratie », a donné voix à la vague actuelle de militantisme ouvrier. D'un autre côté, c'était un appel implicite à faire sortir le vote pour le ticket présidentiel du Parti démocrate, suggérant que la vice-présidente Kamala Harris défendra la démocratie tandis que l'ancien président Donald Trump la sapera.

En fait, ni Trump ni Harris ne représentent de véritables droits démocratiques pour les travailleurs. Les membres du syndicat United Auto Workers, qui se sont mobilisés et pourraient faire grève chez Stellantis si l'usine d'assemblage de Belvidere, dans l'Illinois, doivent se battre pour leurs emplois, quel que soit le vainqueur des élections. Malheureusement, le président de l'UAW, Shawn Fain, qui a prononcé un discours militant après le défilé et a mis l'accent sur la solidarité de la classe ouvrière mondiale, a conclu tout en appelant à élire Harris.

Bien entendu, aucun des deux candidats ne soutient la démocratie pour le peuple palestinien. Tous deux sont alliés à l'État d'apartheid génocidaire d'Israël. Il était important qu'un groupe pro-Palestine se soit rassemblé avec des pancartes et ait scandé des slogans pendant la marche.

***Martha Grevatt** est une membre retraitée de la section locale 869 de l'UAW.

Workers World
5 septembre 2024

Opposez-vous à l'attaque du FBI contre une organisation noire

Par Jim McMahan

Le soutien aux Uhuru 3 prend de l'ampleur alors que leur procès face à des accusations répressives commence le 3 septembre à St. Petersburg, en Floride. Les trois sont Omali Yeshiteli, président du Parti socialiste des peuples africains (APSP) ; Penny Hess, présidente du Comité de solidarité des peuples africains ; et Jesse Nevel, président du Mouvement de solidarité Uhuru. Ils sont accusés d'être des agents d'un gouvernement étranger « en raison des plus de 50 ans de travail du Mouvement Uhuru pour défendre la libération et l'unification de l'Afrique et des populations africaines déplacées de force. » (handsoffuhuru.org)

Un rassemblement de solidarité a eu lieu à St. Petersburg le 31 août, au cours duquel 28 organisations ont fait part de leurs déclarations de solidarité. Les partisans de l'APSP comptent remplir le tribunal à partir du 3 septembre et disposer d'une solide équipe juridique pour s'opposer aux forces de répression du gouvernement fédéral.

Il y a deux ans, la police et le FBI ont perquisitionné les maisons et les locaux d'habitation de l'APSP et du Mouvement Uhuru à St. Louis, dans le Missouri, et à St. Petersburg, en Floride. Le président de l'APSP, Omali Yeshiteli, et son partenaire ont été menottés par les policiers. Ils ont tous deux été accusés de « diffusion de propagande russe » en raison de leur opposition à la guerre contre la Russie soutenue par les États-Unis et menée par un régime pro-OTAN en Ukraine.



San Diego, Californie. Crédit : The Burning Spear

Le soutien du Mouvement Uhuru à la Palestine contre la guerre génocidaire israélienne soutenue par les États-Unis à Gaza et son soutien à des réparations massives pour les peuples africains ont certainement alimenté la colère de la classe dirigeante.

Le Parti socialiste du peuple africain et le Mouvement Uhuru et ses nombreux partisans, dont le Workers World Party, soulignent le droit le plus élémentaire à la liberté d'expression de la classe ouvrière pour se défendre contre les accusations absurdes du gouvernement. Abandonnez les poursuites contre les 3 d'Uhuru ! Défendez le droit à la liberté d'expression !

Workers World 5 septembre 2024

À l'occasion du 8e anniversaire de La Junta, les manifestants réclament : « Libérez Porto Rico ! »

À l'occasion du 8e anniversaire de la mise en place du Conseil de contrôle fiscal, le 31 août, les organisateurs ont dénoncé La Junta à Porto Rico et à New York et ont exigé un Porto Rico libre ! À New York, les manifestants ont marché depuis les bureaux du 26 Federal Plaza, où les vautours des fonds spéculatifs négocient leurs méthodes pour déplacer les Portoricains, jusqu'au palais de justice du 500 Pearl St., pour dénoncer le juge Taylor Swain, qui a permis à La Junta de mettre en œuvre ses mesures d'austérité.

Nous devons continuer à faire pression sur nos oppresseurs car c'est la seule façon de nous libérer des chaînes du colonialisme ! Nous devons continuer à exiger un Porto Rico libre et à mobiliser nos communautés pour agir !

Les actions ont été organisées par la Juventud Unida por la Independencia, le Collectif Diaspora Pa'lante, le Comité del PIP Nueva York, la Campagne ProLibertad Freedom et A Call to Action on Puerto Rico.

Workers World 5 septembre 2024



Porto-Rico n'est pas à vendre !

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

Le Pentagone recourt à nouveau aux mensonges budgétaires pour livrer davantage d'armes à l'Ukraine

Par Moon of Alabama

Chaque fois que le Pentagone n'a plus d'argent prévu par le Congrès pour l'aide à l'Ukraine, il commence à utiliser une comptabilité fictive pour libérer de l'argent supplémentaire de son budget général. Les « erreurs comptables » sont toujours utilisées en faveur de l'envoi d'armes supplémentaires à l'Ukraine.

Exclusif : Une erreur comptable du Pentagone a surévalué de 3 milliards de dollars l'aide à l'armement de l'Ukraine – 19 mai 2023, Reuters

Le Pentagone a surestimé d'environ 3 milliards de dollars la valeur des munitions, missiles et autres équipements qu'il a envoyés à l'Ukraine, ont déclaré jeudi un collaborateur du Sénat et un responsable de la défense, une erreur qui pourrait ouvrir la voie à l'envoi de davantage d'armes à Kiev pour sa défense contre les forces russes.

Une erreur comptable du Pentagone entraîne une augmentation de 6,2 milliards de dollars de l'aide militaire à l'Ukraine – 20 juin 2023, AP

Le Pentagone a déclaré mardi qu'il avait surestimé la valeur des armes envoyées à l'Ukraine de 6,2 milliards de dollars au cours des deux dernières années, soit environ le double des premières estimations, ce qui a entraîné un excédent qui sera utilisé pour les futurs programmes de sécurité.



Le patron du Pentagone, Lloyd Austin va-t-il rendre compte devant le Congrès de ces jongleries comptables ? DR.

La porte-parole du Pentagone, Sabrina Singh, a déclaré qu'un examen détaillé de l'erreur comptable avait révélé que les services militaires avaient utilisé les coûts de remplacement plutôt que la valeur comptable des équipements retirés des stocks du Pentagone et envoyés à l'Ukraine. Selon elle, les calculs finaux montrent qu'il y a eu une erreur de 3,6 milliards de dollars pour l'année fiscale en cours et de 2,6 milliards de dollars pour l'année fiscale 2022, qui s'est achevée le 30 septembre dernier.

Par conséquent, le ministère dispose désormais de fonds supplémentaires dans ses coffres pour soutenir l'Ukraine dans sa contre-offensive contre la Russie. Cette décision intervient alors que l'exercice budgétaire s'achève et que les fonds alloués par le Congrès commencent à s'amenuiser.

Le Pentagone trouve encore 2 milliards de dollars d'erreurs comptables pour l'aide à l'Ukraine – 14 juillet 2024, Reuters

Le Pentagone a trouvé 2 milliards de dollars d'erreurs supplémentaires dans ses calculs pour les munitions, les missiles et d'autres équipements envoyés à l'Ukraine, portant le matériel mal évalué à un total de 8,2 milliards de dollars, a révélé un rapport du gouvernement américain jeudi.

En comptabilité, une entité peut généralement utiliser l'une des méthodes suivantes pour comptabiliser les stocks de matériel. L'utilisation des coûts de remplacement (toujours croissants) ou de la valeur comptable (toujours décroissante) sont deux méthodes que l'on peut considérer comme valables. Ce qui est interdit, en revanche, c'est de changer de cheval en cours de course. On utilise l'une ou l'autre méthode. On ne change jamais la méthode comptable appliquée au cours de la période comptable.

Toute entreprise commerciale qui ferait ce que le Pentagone fait ici s'exposerait à de sérieux problèmes.

On peut se demander si et quand le Congrès s'en rendra compte.

Moon of Alabama
02 Août 2024
Traduit par le Saker Francophone.
Afrique Asie 02 Août 2024